

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Ces titres n'ont pas été ni ne seront inscrits aux termes de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, dans sa version modifiée (la « Loi de 1933 »), ni aux termes des lois sur les valeurs mobilières d'un État. En conséquence, ces titres ne peuvent être offerts ni vendus aux États-Unis d'Amérique ni dans leurs territoires, leurs possessions et les autres lieux relevant de leur compétence, ni à des personnes des États-Unis (au sens attribué au terme « U.S. person » dans le règlement S pris en application de la Loi de 1933) ni pour le compte ou au bénéfice de ces personnes, sauf dans des circonstances limitées. Voir la rubrique « Mode de placement ».

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus sur demande adressée au secrétaire du FPI, au 455, rue du Marais, Québec (Québec) G1M 3A2 (téléphone : 418-681-8151) ou sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse suivante : www.sedar.com.

PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

Nouvelle émission

Le 21 février 2012



FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR

175 007 350 \$

7 973 000 parts

Le présent prospectus simplifié porte sur le placement de 7 973 000 parts (les « parts ») du Fonds de placement immobilier Cominar (le « FPI ») au prix de 21,95 \$ par part. Le FPI est un fonds de placement à capital fixe non constitué en société, régi par les lois de la province de Québec. Son siège social est situé au 455, rue du Marais, Québec (Québec) G1M 3A2. **Le FPI n'est pas une société de fiducie et n'est pas inscrit aux termes de la législation applicable régissant les sociétés de fiducie, car il n'exerce pas ni n'a l'intention d'exercer les activités d'une société de fiducie. Les parts ne sont pas des « dépôts » au sens de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et ne sont pas assurées aux termes de cette loi ni d'aucune autre loi.**

Les parts sont inscrites aux fins de négociation à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « CUF.UN ». La TSX a approuvé sous condition l'inscription à la cote des parts visées par le présent prospectus simplifié (y compris les parts devant être émises à l'exercice de l'option de surallocation, au sens attribué à ce terme ci-après), pourvu que toutes les conditions de la TSX soient remplies au plus tard le 10 mai 2012. Le 8 février 2012, dernier jour de bourse avant la fixation du prix des parts, le cours de clôture des parts à la TSX était de 22,06 \$, et le 17 février 2012, dernier jour de bourse avant la date du présent prospectus simplifié, le cours de clôture des parts à la TSX était de 23,00 \$.

Bien que le FPI ait l'intention de distribuer ses liquidités disponibles aux porteurs de parts, rien ne garantit qu'il le fera. Le rendement d'un placement dans le FPI n'est pas comparable au rendement d'un placement dans un titre à revenu fixe. La capacité du FPI d'effectuer des distributions de liquidités et la somme réellement distribuée dépendront, entre autres, des résultats financiers du FPI, des clauses restrictives de ses contrats d'emprunt et de ses obligations, de ses besoins en fonds de roulement et de ses besoins de trésorerie futurs. Le cours des parts pourrait diminuer si le FPI ne parvient pas à maintenir le niveau actuel des distributions de liquidités, et cette diminution pourrait être importante. Un placement dans les parts est assujéti à un certain nombre de risques et d'incidences que tout souscripteur ou acquéreur éventuel devrait examiner. Voir la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement ».

Le rendement après impôt des parts acquises par les porteurs de parts qui sont assujéti à l'impôt sur le revenu canadien et qui sont des résidents du Canada dépendra en partie de la composition pour les besoins de l'impôt des distributions effectuées par le FPI (dont des parties pourraient être entièrement ou partiellement imposables ou pourraient constituer des remboursements de capital non imposables). Le prix de base rajusté des parts détenues par un porteur de parts sera en général réduit de la fraction non imposable des distributions faites au porteur de parts qui n'est pas la fraction non imposable de certains gains en capital. La composition de ces distributions pour les besoins de l'impôt pourrait changer au fil du temps, ce qui aurait une incidence sur le rendement après impôt pour les porteurs de parts.

De l'avis des conseillers juridiques, les parts seront des placements admissibles comme il est prévu sous la rubrique « Admissibilité aux fins de placement ».

Prix : 21,95 \$ la part

	Prix d'offre ¹⁾	Rémunération des preneurs fermes	Produit net revenant au FPI ²⁾
Par part	21,95 \$	0,878 \$	21,072 \$
Total ³⁾	175 007 350 \$	7 000 294 \$	168 007 056 \$

Notes :

- 1) Les modalités du présent placement et le prix des parts ont été établis par voie de négociations entre le FPI et les preneurs fermes.
- 2) Avant déduction des frais du présent placement, estimés à environ 300 000 \$.
- 3) Le FPI a attribué aux preneurs fermes une option (l'« option de surallocation ») leur permettant de souscrire ou d'acquérir jusqu'à concurrence de 1 195 950 parts supplémentaires selon des modalités et des conditions identiques à celles du présent placement; cette option peut être exercée en totalité ou en partie au plus tard le 30^e jour suivant la clôture du présent placement afin de stabiliser le cours et de couvrir les positions de surallocation, le cas échéant. Si l'option de surallocation est exercée intégralement, le prix d'offre, la rémunération des preneurs fermes et le produit net revenant au FPI totaliseront respectivement (avant déduction des frais estimatifs du présent placement) 201 258 452 \$, 8 050 338 \$ et 193 208 114 \$. Le présent prospectus simplifié permet le placement des parts devant être émises à l'exercice de l'option de surallocation et leur transfert ultérieur. Voir la rubrique « Mode de placement ». À moins d'indication contraire, les renseignements qui figurent dans le présent prospectus simplifié reflètent l'hypothèse que l'option de surallocation n'a pas été exercée.

La personne qui acquiert des parts comprises dans la position de surallocation des preneurs fermes acquiert ces titres aux termes du présent prospectus simplifié, que la position de surallocation soit ou non couverte par l'exercice de l'option de surallocation ou par des acquisitions effectuées sur le marché secondaire.

<u>Position des preneurs fermes</u>	<u>Valeur ou nombre maximums de titres disponibles</u>	<u>Période d'exercice</u>	<u>Prix d'exercice</u>
Option de surallocation.....	Option permettant de souscrire ou d'acquérir jusqu'à concurrence de 1 195 950 parts supplémentaires (soit jusqu'à concurrence de 15 % du nombre de parts vendues)	La période d'exercice de l'option de surallocation est indiquée ci-dessus	21,95 \$ la part

Les preneurs fermes dans le cadre du présent placement sont Financière Banque Nationale Inc. (la « **FBN** »), BMO Nesbitt Burns Inc. (« **BMO** »), Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Valeurs Mobilières TD Inc., Corporation Canaccord Genuity, Valeurs mobilières Dundee Ltée et Marchés Financiers Macquarie Canada Ltée (collectivement, les « **preneurs fermes** »). Les preneurs fermes, à titre de contrepartistes, offrent conditionnellement les parts, sous réserve de prévente et sous les réserves d'usage concernant leur émission par le FPI et leur acceptation par les preneurs fermes conformément aux conditions de la convention de prise ferme dont il est question sous la rubrique « Mode de placement », et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique par Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte du FPI, et par Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L., pour le compte des preneurs fermes. Conformément à la législation applicable et sous réserve de celle-ci, les preneurs fermes peuvent réaliser des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des parts. Voir la rubrique « Mode de placement ».

Les preneurs fermes recevront les souscriptions sous réserve du droit de les refuser ou de les répartir, en totalité ou en partie, et sous réserve du droit de clore les registres de souscription à tout moment, sans préavis. Les certificats représentant les parts seront disponibles aux fins de livraison à la date de clôture, qui devrait avoir lieu vers le 28 février 2012 ou à toute date ultérieure dont le FPI et les preneurs fermes peuvent convenir, mais dans tous les cas au plus tard le 3 avril 2012.

La FBN, BMO, Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Valeurs Mobilières TD Inc. sont des filiales d'institutions financières qui figurent au nombre des principaux prêteurs du FPI et du Fonds de placement immobilier Canmarc (« Canmarc »), qui a récemment été acquis par des filiales du FPI. Voir la rubrique « Faits récents ». En conséquence, le FPI pourrait être considéré comme un « émetteur associé » à ces preneurs fermes au sens de la législation sur les valeurs mobilières applicable. Au 20 février 2012, le montant réel de la dette du FPI envers ces institutions financières s'élevait à environ 755,6 millions de dollars au total. En outre, des membres du même groupe que la FBN, BMO, Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Valeurs Mobilières TD Inc. ont pris envers le FPI l'engagement de financer intégralement la contrepartie en espèces devant être versée pour les parts de Canmarc (au sens attribué à ce terme ci-dessous) dans le cadre de l'offre visant Canmarc (au sens attribué à ce terme ci-dessous) et de répondre aux besoins de refinancement et de liquidité après la clôture. Voir la rubrique « Relation entre l'émetteur et les preneurs fermes ».

TABLE DES MATIÈRES

Page	Page		
À PROPOS DU PRÉSENT PROSPECTUS	1	VENTES OU PLACEMENTS ANTÉRIEURS	21
ÉNONCÉS PROSPECTIFS	1	COURS ET VOLUME DES OPÉRATIONS	22
MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR	2	ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT	24
MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS PRO FORMA	2	INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES	24
DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI	3	FACTEURS DE RISQUE ET CONSIDÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	32
GLOSSAIRE	5	QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE	42
LE FPI	9	AUDITEURS, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	42
FAITS RÉCENTS	9	DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES	43
L'ACQUISITION DE CANMARC	11	CONSENTEMENT DE L'AUDITEUR	A-1
EMPLOI DU PRODUIT	12	CONSENTEMENT DES ANCIENS AUDITEURS	A-2
CONVENTION DE FIDUCIE ET DESCRIPTION DES PARTS	13	CONSENTEMENT DES AUDITEURS DE CANMARC	A-3
CHANGEMENTS DANS LE NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION ET LES CAPITAUX EMPRUNTÉS	17	APPENDIX I	B-1
POLITIQUE DE DISTRIBUTION	18	ATTESTATION DU FPI	C-1
MODE DE PLACEMENT	18	ATTESTATION DES PRENEURS FERMES	C-2
RELATION ENTRE L'ÉMETTEUR ET LES PRENEURS FERMES	19		

À PROPOS DU PRÉSENT PROSPECTUS

À moins d'indication contraire, les renseignements qui figurent dans le présent prospectus simplifié reflètent l'hypothèse que l'option de surallocation n'a pas été exercée et que l'acquisition forcée a été réalisée, de sorte que le groupe d'acquéreurs Cominar a acquis toutes les parts de Canmarc dont lui-même ou le FPI n'étaient pas encore propriétaires. Le 10 février 2012, le groupe d'acquéreurs Cominar a envoyé un avis d'acquisition forcée à tous les porteurs de parts de Canmarc qui n'ont pas accepté l'offre visant Canmarc. Voir la rubrique « Acquisition des parts de Canmarc non déposées » dans la note d'information pour obtenir de plus amples renseignements sur les conditions de la réalisation de l'acquisition forcée.

Dans le présent prospectus simplifié, à moins d'indication contraire, le terme « dollars » et le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens et le terme « FPI » désigne le FPI et ses filiales, selon le contexte.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés figurant dans le présent prospectus simplifié et dans certains documents qui y sont intégrés par renvoi constituent des énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur du FPI. Les énoncés qui ne décrivent pas des faits historiques peuvent tous constituer des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs se reconnaissent souvent, mais pas toujours, à l'emploi de mots comme « s'efforcer », « prévoir », « planifier », « continuer », « estimer », « projeter », « prédire », « éventuel », « cibler », « avoir l'intention », « croire » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel. Ces énoncés comportent des risques et des incertitudes, connus ou inconnus, et d'autres facteurs en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement de ceux prévus dans les énoncés prospectifs. Sans prétendre en faire la liste complète, le FPI fait savoir aux investisseurs que les énoncés portant sur les sujets suivants sont des énoncés prospectifs ou sont susceptibles d'en être : la capacité du FPI de continuer à repérer les occasions d'acquisition, à y donner suite et à les réaliser, le rendement du capital investi dans l'acquisition et l'aménagement d'immeubles du FPI, le statut du FPI pour les besoins de l'impôt, l'accès du FPI aux capitaux et aux marchés des titres d'emprunt, l'incidence de l'acquisition de Canmarc par le groupe d'acquéreurs Cominar et l'intégration de Canmarc dans le FPI.

Les résultats réels du FPI pourraient différer sensiblement de ceux prévus dans les énoncés prospectifs, y compris en raison des facteurs de risque liés à la propriété de biens immobiliers, à l'accès aux capitaux, à la conjoncture financière mondiale actuelle, à la concurrence dans le secteur de l'immobilier, à l'acquisition et à l'aménagement d'immeubles, à la dépendance à l'égard du personnel clé, aux conflits d'intérêts potentiels, aux sinistres généraux non assurés, à la réglementation gouvernementale, aux restrictions relatives aux activités et au financement par emprunt, de même qu'en raison des facteurs de risque liés à l'incapacité du FPI de vérifier l'information concernant Canmarc. Voir la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement ». Bien que le FPI soit d'avis que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs figurant dans le présent prospectus simplifié et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi sont raisonnables, rien ne garantit que ces attentes se matérialiseront. Le lecteur ne doit pas se fier sans réserve aux énoncés prospectifs inclus dans le présent prospectus simplifié et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi. Ces énoncés ne sont valables que pour la date du présent prospectus simplifié ou pour la date indiquée dans les documents qui sont intégrés dans les présentes par renvoi, selon le cas. Le FPI ne s'engage nullement à mettre ces énoncés prospectifs à jour, à moins que les lois applicables ne l'y obligent. Parmi les énoncés prospectifs figurant dans le présent prospectus simplifié, certains portent précisément sur les sujets suivants : la réalisation prévue de l'acquisition forcée; l'incidence de l'acquisition de Canmarc sur le rendement du FPI, notamment sur le plan financier; et les besoins en immobilisations du FPI dans le cadre de l'offre visant Canmarc.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Le FPI a recours à certaines mesures non conformes aux PCGR, notamment le « bénéfice d'exploitation net », le « bénéfice distribuable », les « fonds provenant de l'exploitation » et les « fonds provenant de l'exploitation ajustés » pour évaluer sa performance et sur lesquelles il publie des directives et de l'information. Comme les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée et qu'elles peuvent différer des mesures utilisées par d'autres émetteurs, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que les mesures non conformes aux PCGR soient définies clairement, qu'elles fassent l'objet d'une mise en garde et d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables et qu'on n'y accorde pas plus d'importance qu'à ces dernières. L'information nécessaire est présentée dans les rubriques traitant de ces mesures financières ainsi que dans les documents intégrés par renvoi aux présentes.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS PRO FORMA

L'annexe I du présent prospectus simplifié comprend l'état de la situation financière consolidé pro forma non audité et les comptes de résultats consolidés pro forma non audités du FPI au 30 septembre 2011 et pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, compte tenu i) du présent placement, ii) du placement d'octobre 2011, iii) du placement de décembre 2011, et iv) de l'acquisition de la totalité des parts émises et en circulation de Canmarc aux termes de l'offre visant Canmarc et de l'acquisition forcée, selon les modalités indiquées aux présentes. Les états financiers pro forma ont été dressés à l'aide de certains états financiers du FPI et de Canmarc, respectivement, comme il est précisé dans les notes afférentes aux états financiers pro forma. Le FPI a eu un accès restreint aux livres comptables non publics de Canmarc et n'est pas en mesure d'évaluer ou de vérifier de façon indépendante l'information figurant dans les documents publics de Canmarc, notamment les états financiers de Canmarc à partir desquels ont été préparés les états financiers pro forma. Les états financiers pro forma ne sont pas conçus pour être représentatifs des résultats qui auraient réellement été obtenus ni des résultats prévus pour les périodes futures si les événements mentionnés aux présentes avaient eu lieu aux dates indiquées. Les montants réels comptabilisés à la suite des opérations envisagées par l'offre visant Canmarc différeront des montants présentés dans les états financiers pro forma. Les états financiers pro forma ne tiennent pas compte des synergies qui pourraient découler de l'opération. Étant donné que les états financiers pro forma ont été élaborés afin de montrer l'effet rétroactif d'une opération qui est censée avoir lieu à une date ultérieure (et même si les principes généralement reconnus ont été suivis et que des hypothèses raisonnables ont été utilisées), les données pro forma qu'ils renferment comportent des limites qui leur sont inhérentes. Les données figurant dans les états financiers pro forma ne représentent qu'une simulation de l'incidence possible de l'acquisition de Canmarc par le groupe d'acquéreurs Cominar. Il ne faut pas se fier indûment aux états financiers pro forma. Voir la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement ».

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus sur demande adressée au secrétaire du FPI, au 455, rue du Marais, Québec (Québec) G1M 3A2 (téléphone : 418-681-8151) ou sur le site Internet de SEDAR au www.sedar.com.

Les documents du FPI énumérés ci-dessous, qui ont été déposés auprès des diverses commissions de valeurs mobilières ou autorités de réglementation analogues de chacune des provinces du Canada, sont expressément intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié et en font partie intégrante :

- (i) la notice annuelle du FPI datée du 30 mars 2011 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (la « **notice annuelle** »);
- (ii) les états financiers consolidés audités comparatifs du FPI pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 ainsi que les notes y afférentes et le rapport des auditeurs sur ces états (les « **états financiers de 2010** »), de même que le rapport des auditeurs sur les états financiers consolidés audités du FPI pour l'exercice clos le 31 décembre 2009;
- (iii) le rapport de gestion du FPI pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 (le « **rapport de gestion de 2010** »);
- (iv) les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités du FPI pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, ainsi que les notes y afférentes (les « **états financiers de septembre 2011** »);
- (v) le rapport de gestion du FPI pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 (le « **rapport de gestion de septembre 2011** »);
- (vi) la circulaire de sollicitation de procurations de la direction du FPI établie en date du 30 mars 2011 en vue de l'assemblée annuelle des porteurs de parts du FPI qui s'est tenue le 17 mai 2011;
- (vii) la déclaration de changement important du FPI datée du 30 septembre 2011 et portant sur le placement d'octobre 2011;
- (viii) la déclaration de changement important du FPI datée du 2 décembre 2011 et portant sur l'acquisition de parts de Canmarc, l'annonce de l'intention de présenter l'offre visant Canmarc et la présentation de l'offre visant Canmarc;
- (ix) l'offre d'achat et la note d'information du groupe d'acquéreurs Cominar datées du 2 décembre 2011 et portant sur l'offre visant Canmarc, dans leur version modifiée par l'avis de modification et de prolongation du groupe d'acquéreurs Cominar daté du 16 janvier 2012 et par l'avis de prolongation du groupe d'acquéreurs Cominar daté du 27 janvier 2012 (collectivement, la « **note d'information** »);
- (x) la déclaration de changement important du FPI datée du 6 décembre 2011 et portant sur le placement de décembre 2011;
- (xi) la déclaration de changement important du FPI datée du 18 janvier 2012 et portant sur la conclusion d'une convention de soutien avec Canmarc ainsi que sur la majoration de la contrepartie payable aux termes de l'offre visant Canmarc et la prolongation de cette offre;
- (xii) la déclaration de changement important du FPI datée du 3 février 2012 et portant sur la prise de livraison initiale dans le cadre de l'offre visant Canmarc et sur la prolongation de cette offre;
- (xiii) la déclaration de changement important du FPI datée du 9 février 2012 et portant sur la réussite de l'offre visant Canmarc;
- (xiv) la déclaration de changement important du FPI datée du 10 février 2012 et portant sur le présent placement.

Les documents de Canmarc énumérés ci-dessous, qui ont été déposés auprès des diverses commissions de valeurs mobilières ou autorités de réglementation analogues de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada, sont expressément intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié et en font partie intégrante :

- (i) les états financiers consolidés annuels de Canmarc (antérieurement connu sous le nom de Fonds de placement immobilier Homburg Canada) pour la période allant du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010, ainsi que les notes y afférentes, et le rapport des auditeurs de Canmarc sur ces états (les « **états financiers audités de Canmarc** »);
- (ii) les états financiers consolidés intermédiaires de Canmarc pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, ainsi que les notes y afférentes.

Tous les documents de même nature que ceux qui sont mentionnés ci-dessus et toute déclaration d'acquisition d'entreprise ou déclaration de changement important (à l'exception des déclarations de changement important confidentielles) déposés par le FPI auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation analogues de chacune des provinces du Canada après la date du présent prospectus simplifié mais avant la fin du présent placement sont réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié. **Toute déclaration contenue dans un document intégré ou réputé intégré par renvoi dans les présentes est réputée modifiée ou remplacée, pour les besoins du présent prospectus simplifié, dans la mesure où elle est modifiée ou remplacée par une déclaration contenue dans les présentes ou dans tout autre document déposé par la suite qui est également intégré ou réputé intégré par renvoi dans les présentes. Il n'est pas nécessaire que la nouvelle déclaration précise qu'elle modifie ou remplace une déclaration faite antérieurement ou contienne toute autre information présentée dans le document qu'elle modifie ou remplace. Le fait de modifier ou de remplacer une déclaration n'est pas réputé une admission, à quelque fin que ce soit, du fait que la déclaration modifiée ou remplacée, au moment où elle a été faite, constituait une information fautive ou trompeuse, une déclaration erronée au sujet d'un fait important ou une omission de mentionner un fait important qui doit être mentionné ou qui est nécessaire par ailleurs pour rendre une déclaration non trompeuse à la lumière des circonstances dans lesquelles elle a été faite. La déclaration ainsi modifiée ou remplacée n'est pas réputée, sauf dans sa forme modifiée ou remplacée, faire partie du présent prospectus simplifié.**

GLOSSAIRE

Les termes suivants, qui sont utilisés dans le présent prospectus simplifié, ont le sens qui leur est attribué ci-dessous.

« **acquisition forcée** » : (i) l'acquisition par le groupe d'acquéreurs Cominar de toutes les parts de Canmarc détenues par les porteurs de parts de Canmarc qui n'ont pas accepté l'offre visant Canmarc selon les mêmes modalités que celles suivant lesquelles le groupe d'acquéreurs Cominar a acquis les parts de Canmarc auprès des porteurs de parts de Canmarc ayant accepté l'offre visant Canmarc; et (ii) l'échange obligatoire de tous les titres convertibles en parts de Canmarc et l'acquisition des parts de Canmarc émises par suite de cet échange selon les mêmes modalités que celles suivant lesquelles le groupe d'acquéreurs Cominar a acquis les parts de Canmarc dans le cadre de l'offre visant Canmarc, le droit d'acquisition forcée étant prévu dans la déclaration de fiducie de Canmarc, ainsi qu'il est précisé dans la note d'information.

« **AM Total Investissements** » : AM Total Investissements (s.e.n.c.), société en nom collectif établie sous le régime des lois de la province de Québec, dont la totalité des participations sont la propriété directe ou indirecte de CFA et qui détient la plupart des parts appartenant au groupe Dallaire.

« **ARC** » : l'Agence du revenu du Canada.

« **Autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières** » : les commissions de valeurs mobilières ou les autorités de réglementation analogues ayant compétence dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada.

« **bénéfice distribuable** » : le montant des liquidités disponibles aux fins de distribution par le FPI, calculé de la manière énoncée sous la rubrique « Calcul du bénéfice distribuable aux fins de distribution » de la notice annuelle.

« **BMO** » : BMO Nesbitt Burns Inc.

« **Canmarc** » : a le sens attribué à ce terme sur la page couverture du présent prospectus simplifié.

« **CELI** » : un compte d'épargne libre d'impôt, au sens attribué à ce terme dans la Loi de l'impôt.

« **CFA** » : Corporation Financière Alpha (CFA) Inc., personne morale constituée sous le régime des lois de la province de Québec, dont les actions sont la propriété indirecte de la famille Dallaire et qui contrôle directement et indirectement AM Total Investissements.

« **Complexe Jules-Dallaire** » : le grand complexe immobilier situé sur le boulevard Laurier, à Québec, dans la province de Québec, qui porte le nom de *Complexe Jules-Dallaire*.

« **convention de fiducie** » : la convention de fiducie conclue en date du 31 mars 1998, dans sa version modifiée en date du 8 mai 1998, du 13 mai 2003, du 11 mai 2004, du 15 mai 2007, du 14 mai 2008 et du 18 mai 2010, régie par les lois de la province de Québec, aux termes de laquelle le FPI a été établi, dans sa version modifiée, augmentée ou mise à jour.

« **convention de prise ferme** » : la convention datée du 14 février 2012 intervenue entre le FPI et les preneurs fermes.

« **date de distribution** » : le 15^e jour de chaque mois civil (à l'exception de janvier) et le 31 décembre de chaque année civile.

« **déventures** » : collectivement, les déventures convertibles subordonnées et non garanties à 6,30 % de série A, à 5,70 % de série B, à 5,80 % de série C, à 6,50 % de série D et à 5,75 % de série E du FPI.

« **Dyne** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement ».

« **EIPD** » : une fiducie qui est une entité intermédiaire de placement déterminée.

« **emprunt** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement ».

« **états financiers audités de Canmarc** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Documents intégrés par renvoi ».

« **états financiers de 2010** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Documents intégrés par renvoi ».

« **états financiers de septembre 2011** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Documents intégrés par renvoi ».

« **exception relative aux fiducies de placement immobilier** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Incidences fiscales fédérales canadiennes – Statut du FPI – Exception relative aux fiducies de placement immobilier ».

« **facilité de crédit** » : la facilité de crédit d'exploitation et d'acquisition actuelle du FPI, d'un montant stipulé de 550,0 millions de dollars, aux termes de laquelle sept des prêteurs sont les institutions financières dont sept des preneurs fermes, soit la FBN, BMO, Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Valeurs Mobilières TD Inc. sont des filiales.

« **facilité de crédit de Canmarc** » : la facilité de crédit d'exploitation et d'acquisition actuelle de Canmarc, d'un montant stipulé de 70,0 millions de dollars, aux termes de laquelle deux des prêteurs sont les institutions financières dont deux des preneurs fermes, soit la FBN et Valeurs Mobilières TD Inc., sont des filiales.

« **famille Dallaire** » : la succession et l'épouse de feu Jules Dallaire, ses enfants, à savoir Michel Dallaire, Linda Dallaire, Sylvie Dallaire et Alain Dallaire, ainsi que leurs conjoints respectifs les fiducies connexes.

« **FBN** » : la Financière Banque Nationale Inc.

« **FERR** » : un fonds enregistré de revenu de retraite, au sens attribué à ce terme dans la Loi de l'impôt.

« **fiduciaire** » : un fiduciaire du FPI.

« **fiduciaire du groupe Dallaire** » : un représentant du groupe Dallaire nommé à titre de fiduciaire, de la manière indiquée sous la rubrique « Convention de fiducie et description des parts – Fiduciaires du groupe Dallaire ».

« **fiduciaire indépendant** » : un fiduciaire qui : (i) n'est pas un membre de la famille Dallaire, une personne ayant des liens avec une société par actions ou une société de personnes faisant partie du groupe Dallaire ou d'un membre du même groupe que celui-ci, ou un administrateur, un membre de la direction ou un employé d'une telle société; (ii) est indépendant (au sens attribué à ce terme dans les lignes directrices concernant la gouvernance des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) du groupe Dallaire; (iii) n'est pas une « personne liée » (au sens attribué à ce terme dans la Loi de l'impôt) au groupe Dallaire ou à un membre de la famille Dallaire; (iv) n'a aucune relation d'affaires importante avec le FPI (sauf sa charge de fiduciaire à laquelle il a été élu ou nommé ou, sous réserve des dispositions de la convention de fiducie, le fait qu'il soit un porteur de parts), le groupe Dallaire ou un membre de la famille Dallaire; et (v) déclare au FPI, au moment de son élection ou de sa nomination comme fiduciaire, qu'il répond aux critères susmentionnés. Un fiduciaire du groupe Dallaire est réputé ne pas être un fiduciaire indépendant.

« **Fonds Century** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement ».

« **FPI** » : le Fonds de placement immobilier Cominar, sauf indication contraire dans les présentes.

« **groupe d'acquéreurs Cominar** » : collectivement, 8012075 Canada Inc., 8012083 Canada Inc., 8012091 Canada Inc., 8012105 Canada Inc., 8012113 Canada Inc., 8012121 Canada Inc., 8012130 Canada Inc., 8012148 Canada Inc., 8012156 Canada Inc. et 8012164 Canada Inc., dont chacune est une filiale en propriété exclusive du FPI qui a été constituée sous le régime de la LCSA, et, si le contexte le commande, le « **groupe d'acquéreurs Cominar** » comprend également le FPI.

« **groupe Dallaire** » : collectivement, AM Total Investissements, CFA et la famille Dallaire.

« **HII** » : Investissement Homburg Inc.

« **hôtel** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement ».

« **IFRS** » : les principes comptables généralement reconnus qui sont établis d'après les Normes internationales d'information financière, telles qu'elles sont adoptées par l'International Accounting Standards Board, et qui sont appliqués par le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés comme étant les principes comptables généralement reconnus du Canada pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

« **LCSA** » : la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, dans sa version modifiée.

« **liens** » : a le sens attribué à ce terme dans la LCSA.

« **Loi de 1933** » : la loi des États-Unis intitulée *Securities Act of 1933*, dans sa version modifiée.

« **Loi de l'impôt** » : la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), dans sa version modifiée.

« **membre du même groupe** » : a le sens attribué à ce terme dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec), dans sa version modifiée.

« **note d'information** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Documents intégrés par renvoi ».

« **notice annuelle** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Documents intégrés par renvoi ».

« **offre visant Canmarc** » : l'offre présentée en date du 2 décembre 2011 par le groupe d'acquéreurs Cominar visant l'achat de la totalité des parts de Canmarc émises et en circulation (dans sa version modifiée par l'avis de modification et de prolongation daté du 16 janvier 2012 et par l'avis de prolongation daté du 27 janvier 2012).

« **option de surallocation** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Mode de placement ».

« **part** » : une unité de participation dans le FPI.

« **parts de Canmarc** » : les parts de fiducie de Canmarc.

« **parts en prime** » : les parts supplémentaires qu'un porteur de parts a le droit de recevoir en règlement d'une distribution correspondant à 5 % de chaque distribution que le porteur de parts a réinvestie aux termes du régime de réinvestissement des distributions.

« **PCGR** » : les principes comptables généralement reconnus qui sont décrits et promulgués par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, tels qu'ils sont applicables à la date à laquelle tout calcul est fait sur la base des PCGR et qui sont les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

« **placement d'octobre 2011** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Faits récents ».

« **placement de décembre 2011** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Faits récents ».

« **porteur de parts** » : un porteur de parts du FPI.

« **preneurs fermes** » : la FBN, BMO, Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Valeurs Mobilières TD Inc., Corporation Canaccord Genuity, Valeurs mobilières Dundee Ltée et Marchés Financiers Macquarie Canada Ltée.

« **propositions du 16 décembre 2010** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Incidences fiscales fédérales canadiennes – Statut du FPI – Exception relative aux fiducies de placement immobilier ».

« **propositions fiscales** » : l'ensemble des propositions précises de modification de la Loi de l'impôt qui ont été annoncées par le ministre des Finances du Canada ou en son nom avant la date du présent prospectus simplifié.

« **questions relevant des fiduciaires indépendants** » : les décisions qui exigent l'approbation de la majorité des fiduciaires indépendants uniquement, telles qu'elles sont énoncées sous la rubrique « Convention de fiducie et description des parts – Questions relevant des fiduciaires indépendants ».

« **rapport de gestion de 2010** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Documents intégrés par renvoi ».

« **rapport de gestion de septembre 2011** » : a le sens attribué à ce terme sous la rubrique « Documents intégrés par renvoi ».

« **REER** » : un régime enregistré d'épargne-retraite, au sens attribué à ce terme dans la Loi de l'impôt.

« **régime d'options d'achat de parts** » : le régime d'options d'achat de parts du FPI, dans sa version modifiée et mise à jour, décrit sous la rubrique « Gestion du FPI – Régime d'options d'achat de parts » de la notice annuelle.

« **régime de réinvestissement des distributions** » ou « **RRD** » : le régime de réinvestissement des distributions du FPI, dans sa version modifiée et mise à jour, dont il est question sous la rubrique « Régime de réinvestissement des distributions » de la notice annuelle.

« **régimes de revenu différé** » : collectivement, les fiducies régies par les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les fonds enregistrés de revenu de retraite, les régimes de participation différée aux bénéficiaires, les régimes enregistrés d'épargne-études et les régimes enregistrés d'épargne-invalidité, ainsi que les CELI, au sens attribué à chacun de ces termes dans la Loi de l'impôt.

« **règles relatives aux EIPD** » : les dispositions de la Loi de l'impôt qui portent sur l'imposition des EIPD et de leurs porteurs de parts.

« **TSX** » : la Bourse de Toronto.

LE FPI

Le FPI est un fonds de placement à capital fixe non constitué en société, établi par la convention de fiducie le 31 mars 1998 et régi par les lois de la province de Québec.

Le FPI cherche : (i) à assurer aux porteurs de parts des distributions de liquidités mensuelles stables et croissantes avec, dans la mesure du possible, report d'impôt, provenant d'investissements dans un portefeuille diversifié d'immeubles de bureaux, commerciaux, industriels, polyvalents et multirésidentiels productifs de revenu situés dans la province de Québec, principalement dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal, dans la province d'Ontario, dans les provinces de l'Atlantique et dans l'Ouest canadien; et (ii) à accroître et à maximiser la valeur des parts grâce à une gestion active continue des immeubles du FPI et à l'acquisition d'autres immeubles productifs de revenu. Dans le but d'atteindre ses objectifs de croissance dans l'avenir, le FPI continuera de tenter de réaliser des acquisitions ailleurs que dans les régions métropolitaines de Québec, de Montréal et d'Ottawa et les provinces de l'Atlantique.

Étant le plus important propriétaire et gestionnaire d'immeubles dans la province de Québec, le FPI a établi une présence prépondérante et réalise des économies d'échelle importantes dans ce marché. Il est, à l'heure actuelle, propriétaire d'un portefeuille diversifié de 386 immeubles de bureaux, commerciaux, industriels et polyvalents, dont 302 sont situés dans la province de Québec, 13 sont situés dans la province d'Ontario, 58 sont situés dans les provinces de l'Atlantique et 13 sont situés dans l'Ouest canadien. Le portefeuille compte environ 9,9 millions de pieds carrés de superficie de bureaux, 7,7 millions de pieds carrés de superficie commerciale, 12,8 millions de pieds carrés de superficie industrielle et polyvalente et 464 logements situés dans des immeubles multirésidentiels, ce qui représente, au total, une superficie locative de plus de 30,4 millions de pieds carrés. En date du 30 septembre 2011, les immeubles constituant le portefeuille du FPI (à l'exclusion du portefeuille de Canmarc) étaient loués à environ 93,6 %. Les immeubles du FPI occupent, pour la plupart, des emplacements de choix le long de grandes artères et profitent d'une grande visibilité et d'un accès facile tant pour les locataires que pour leurs clients.

Le FPI a l'intention de tirer parti d'occasions d'acquisition et d'aménagement permettant la réalisation d'économies d'échelle qui bénéficieront aux locataires et au FPI, sous forme d'importantes économies en frais d'exploitation et d'une gestion immobilière efficace.

Le groupe Dallaire est directement ou indirectement propriétaire de 8 982 493 parts au total (représentant environ 9,7 % des parts émises et en circulation au 20 février 2012), et toutes les décisions importantes prises par CFA relativement au FPI sont contrôlées par M. Michel Dallaire, président et chef de la direction du FPI.

Les fonctions de gestion des immeubles et de l'actif du FPI sont entièrement exercées à l'interne, et le FPI est un fonds de placement immobilier entièrement intégré et autogéré, sauf en ce qui a trait à certains immeubles détenus à l'Île-du-Prince-Édouard. Le FPI emploie actuellement environ 470 employés à temps plein (y compris les employés de Canmarc). Son siège social est situé au 455, rue du Marais, Québec (Québec) G1M 3A2.

À la date du présent prospectus simplifié, compte tenu de son évaluation des règles relatives aux EIPD, la direction du FPI estime que le FPI remplit actuellement et, à tout moment durant l'année d'imposition en cours, a rempli, toutes les conditions requises et est admissible à l'exception relative aux fiducies de placement immobilier. La direction a l'intention de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le FPI continue de remplir ces conditions de façon régulière. Voir les rubriques « Incidences fiscales fédérales canadiennes – Statut du FPI – Application des règles relatives aux EIPD » et « Facteurs de risque et considérations d'investissement ».

FAITS RÉCENTS

Le texte qui suit est un résumé des acquisitions d'immeubles et des autres faits importants qui se sont produits dans les activités et les affaires du FPI depuis le 30 septembre 2011, dernier jour de la période sur laquelle porte les états financiers de septembre 2011 et le rapport de gestion de septembre 2011 déposés par le FPI.

1. Le 13 octobre 2011, le FPI a porté sa facilité de crédit à 260,8 millions de dollars, une augmentation de 75 millions de dollars.
2. Le 20 octobre 2011, le FPI a réalisé un appel public à l'épargne visant 5 207 000 parts qui ont été vendues à un syndicat de preneurs fermes dirigé par la FBN et BMO et dont il a tiré un produit net total d'environ 107 472 000 \$, déduction faite de la rémunération des preneurs fermes et des frais du placement (le « **placement d'octobre 2011** »). Le produit tiré du placement d'octobre 2011 a été affecté à la réduction de l'encours de la dette contractée aux termes de la facilité de crédit.
3. Le 10 novembre 2011, le FPI a annoncé une mise à jour de son plan stratégique, notamment en ce qui concerne le ratio d'endettement, le ratio de distribution et la stratégie d'expansion. Les changements apportés comprennent entre autres : (i) une révision du ratio d'endettement cible du FPI, afin de le ramener de façon générale à environ 50 % de la valeur comptable brute, et ce, même si la convention de fiducie permet un ratio supérieur; (ii) la décision prise par le conseil des fiduciaires du FPI d'accroître progressivement le ratio de distribution jusqu'à ce qu'il atteigne environ 90 % du bénéfice distribuable; (iii) l'ajout de l'Ontario aux marchés cibles du FPI; et (iv) la décision d'alimenter la croissance du FPI au moyen d'acquisitions et de limiter l'envergure de ses projets de développement pour réaliser uniquement ceux répondant à la demande et aux besoins des clients.

Le FPI a également pris en compte le fait que, conformément aux nouvelles orientations de la ville de Québec, les promoteurs immobiliers devront prévoir une mixité de locaux résidentiels et commerciaux dans leurs projets de développement, surtout ceux réalisés à proximité du boulevard Laurier. Dans ce contexte, le conseil des fiduciaires du FPI a réexaminé la stratégie d'expansion du FPI qui consiste à ne pas investir dans le secteur résidentiel et, à la suite de cet examen, il a réaffirmé cette stratégie. Ces nouvelles lignes de conduite ont entraîné une révision des modalités et conditions du développement continu du Complexe Jules-Dallaire. En conséquence, le 8 novembre 2011, le FPI a conclu une entente de principe avec la famille Dallaire aux termes de laquelle la phase 2 du Complexe Jules-Dallaire serait réalisée en partenariat avec la famille Dallaire. À la fin de 2011, cette dernière a fait l'acquisition des droits de superficie pour une somme de 20,2 millions de dollars, somme qui a été corroborée par des experts indépendants, et elle réalisera à ses risques les travaux de la phase 2, y compris la construction d'un immeuble à bureaux de 10 étages auquel s'ajouteront quelque 200 unités de condominium sur 15 niveaux destinées à la vente à des particuliers. Lorsque le développement des 10 étages occupés par des bureaux sera achevé, la famille Dallaire pourra augmenter sa participation jusqu'à hauteur de 50 % de la juste valeur marchande de tout le Complexe Jules-Dallaire, moyennant le paiement d'une somme en espèces. Par la suite, le FPI assurera la gestion de l'ensemble de l'immeuble.

De plus, à la fin de 2011, le FPI a vendu à la famille Dallaire un terrain destiné à des travaux d'aménagement importants d'immeubles polyvalents, dans la ville de Québec, pour une somme en espèces de 20,4 millions de dollars, somme qui a également été corroborée par des experts indépendants. Cette entente est assortie d'un droit de premier refus accordé au FPI relativement à la construction éventuelle d'espaces de bureaux et d'espaces commerciaux sur ce terrain.

4. Le 28 novembre 2011, le FPI a annoncé qu'il avait acheté, par voie d'une entente de gré à gré, 3 099 300 parts de Canmarc, soit environ 5,7 % du nombre total de parts de Canmarc émises et en circulation, portant ainsi à environ 15,1 % la participation totale du groupe d'acquéreurs Cominar dans les parts de Canmarc, ce qui faisait du FPI le deuxième porteur de parts de Canmarc en importance à ce moment-là, d'après l'information accessible au public.
5. Le 28 novembre 2011, le FPI a annoncé son intention de présenter l'offre visant Canmarc. Le FPI a déposé la note d'information le 2 décembre 2011 et l'a envoyée par la poste aux porteurs de parts de Canmarc le 14 décembre 2011.
6. Le 12 décembre 2011, le conseil des fiduciaires de Canmarc a déposé une circulaire des fiduciaires recommandant le rejet de l'offre visant Canmarc.
7. Le 22 décembre 2011, le FPI a procédé à la clôture d'un placement (le « **placement de décembre 2011** »), lequel, compte tenu de l'exercice intégral de l'option de surallocation des preneurs fermes, s'est traduit par un produit net total revenant au FPI d'environ 137,7 millions de dollars, déduction faite de la rémunération des preneurs fermes et

des frais du placement. Le produit tiré du placement de décembre 2011 a été affecté à la réduction de l'encours de la dette contractée aux termes de la facilité de crédit.

8. Le 15 janvier 2012, le FPI, le groupe d'acquéreurs Cominar et Canmarc ont conclu une convention de soutien. La conclusion de la convention de soutien et l'intention des parties de donner suite à l'offre visant Canmarc sur une base négociée ont été annoncées publiquement avant l'ouverture des marchés le 16 janvier 2012, et la contrepartie payable aux termes de l'offre visant Canmarc a été majorée et cette offre a été prolongée jusqu'au 27 janvier 2012.
9. Le 27 janvier 2012, 37 692 827 parts de Canmarc, lesquelles, ajoutées aux parts de Canmarc dont le groupe d'acquéreurs Cominar et le FPI sont propriétaires, représentent environ 83,8 % des parts de Canmarc en circulation, ont été déposées en réponse à l'offre de Canmarc et prises en livraison et acceptées aux fins de règlement par le groupe d'acquéreurs Cominar. Le groupe d'acquéreurs Cominar a versé la somme de 340 961 914,99 \$ en contrepartie des parts de Canmarc déposées moyennant la contrepartie en espèces prévue par l'offre visant Canmarc et, compte tenu de la répartition proportionnelle, 12 953 556 parts ont été émises à titre de paiement de parts de Canmarc moyennant la contrepartie en parts prévue par l'offre visant Canmarc. Le même jour, l'offre visant Canmarc a été prolongée jusqu'au 7 février 2012.
10. Le 7 février 2012, 6 108 608 parts de Canmarc supplémentaires, lesquelles, ajoutées aux parts de Canmarc dont le groupe d'acquéreurs Cominar et le FPI sont propriétaires, représentent environ 95 % des parts de Canmarc en circulation, ont été déposées en réponse à l'offre visant Canmarc et prises en livraison et acceptées aux fins de règlement par le groupe d'acquéreurs Cominar. Le groupe d'acquéreurs Cominar a versé la somme de 55 257 346,18 \$ en contrepartie des parts de Canmarc déposées moyennant la contrepartie en espèces prévue par l'offre visant Canmarc et, compte tenu de la répartition proportionnelle, 2 099 287 parts ont été émises à titre de paiement de parts de Canmarc déposées moyennant la contrepartie en parts prévue par l'offre visant Canmarc. L'offre visant Canmarc a expiré le même jour.
11. Le 10 février 2012, étant donné qu'il est parvenu dans le cadre de l'offre visant Canmarc à acquérir plus de 90 % des parts de Canmarc dont lui-même ou le FPI n'étaient pas propriétaires, le groupe d'acquéreurs Cominar a envoyé un avis d'acquisition forcée à tous les porteurs de parts de Canmarc qui n'avaient pas accepté l'offre visant Canmarc.

L'ACQUISITION DE CANMARC

Tous les détails de l'entreprise de Canmarc et de l'offre visant Canmarc figurent dans la note d'information. Les renseignements qui suivent sont présentés entièrement sous réserve de la note d'information.

L'acquisition de Canmarc par le groupe d'acquéreurs Cominar constitue pour le FPI une acquisition significative aux termes de la législation canadienne en valeurs mobilières. Voir la rubrique « Annexe I – États financiers consolidés pro forma au 30 septembre 2011 ».

Motifs d'acceptation et avantages potentiels de l'offre visant Canmarc

L'exposé qui suit est fondé sur la conjoncture du marché et la situation économique en vigueur en date des présentes et tient compte des meilleures estimations par le FPI des répercussions de l'intégration des activités de Canmarc à celles du FPI. Rien ne garantit que les avantages énoncés ci-dessous se concrétiseront.

- *Ajout d'un portefeuille complémentaire d'immeubles de haute qualité*

L'acquisition de Canmarc procure au FPI des immeubles de haute qualité d'une superficie d'environ 9,4 millions de pieds carrés qui complètent son portefeuille existant. Conjugués aux immeubles existants du FPI, les actifs de Canmarc forment un portefeuille unique d'immeubles de haute qualité incluant de nombreux immeubles de prestige.

- *Accroissement de la taille et de la diversification*

L'acquisition de Canmarc entraîne une augmentation d'environ 45 % des actifs du FPI, dont la superficie atteindra environ 30,4 millions de pieds carrés, et elle permettra à Cominar d'étendre sa présence dans la province de Québec et d'établir une présence significative dans les Provinces de l'Atlantique, dans l'Ouest canadien et en Ontario. En outre, le portefeuille du FPI bénéficie d'une meilleure diversification dans les secteurs des immeubles de bureaux, des immeubles commerciaux et des immeubles industriels.

- *Rehaussement du profil sur les marchés financiers*

L'acquisition de Canmarc porte la valeur d'entreprise du FPI à environ 4,8 milliards de dollars, créant ainsi le deuxième FPI diversifié en importance au Canada, tout en offrant une plus grande liquidité aux porteurs de parts du FPI. Par conséquent, le FPI devrait bénéficier d'un meilleur accès aux capitaux.

- *Baisse du coût du capital*

L'accroissement de la taille du portefeuille et l'amélioration de la répartition géographique et de la diversification des actifs découlant de l'acquisition de Canmarc devraient permettre au FPI de bénéficier d'un coût du capital moins élevé, ce qui améliorera sa compétitivité en ce qui a trait aux acquisitions futures d'actifs et de portefeuilles.

- *Parfaite position pour poursuivre la croissance*

L'entité issue du regroupement sera en parfaite position pour permettre au FPI de poursuivre son expansion sur ses marchés clés et sur le marché ontarien.

- *Synergies*

Compte tenu de l'envergure de ses activités existantes dans la province de Québec, le FPI prévoit réaliser des synergies à la suite du regroupement des deux entités. La connaissance qu'a le FPI des marchés clés sur lesquels Canmarc exerce ses activités devrait permettre de diminuer les coûts d'exploitation et d'accroître l'efficacité de l'exploitation, générant ainsi des synergies supplémentaires pour le FPI.

EMPLOI DU PRODUIT

Le produit net total estimatif que le FPI tirera du présent placement s'élèvera à environ 167,7 millions de dollars (à environ 192,9 millions de dollars si l'option de surallocation est exercée intégralement), déduction faite de la rémunération des preneurs fermes relative aux parts émises et vendues par le FPI et des frais estimatifs du présent placement. La totalité du produit net tiré de la vente des parts sera affecté à la réduction de l'encours de la facilité de crédit. Les sommes que le FPI a prélevées sur la facilité de crédit ont été affectées au financement d'acquisitions et d'investissements, notamment au financement de la contrepartie en espèces globale versée pour l'acquisition des parts de Canmarc aux termes de l'offre visant Canmarc, ainsi qu'aux besoins généraux de l'entreprise.

Compte tenu du présent placement, de l'affectation projetée du produit net qui en sera tiré et de la réalisation de l'acquisition forcée, la dette du FPI, exprimée en pourcentage de la valeur comptable pro forma du FPI en date du 20 février 2012, s'établirait entre 55,1 % et 55,6 %, selon le nombre de porteurs de parts de Canmarc qui choisissent la contrepartie en parts dans le cadre de l'acquisition forcée. Voir la rubrique « Changements dans le nombre de parts en circulation et les capitaux empruntés ».

CONVENTION DE FIDUCIE ET DESCRIPTION DES PARTS

Généralités

Le FPI est un fonds de placement à capital fixe non constitué en société, établi par la convention de fiducie et régi par les lois de la province de Québec. On peut consulter gratuitement la convention de fiducie pendant les heures normales de bureau au siège social du FPI, qui se trouve au 455, rue du Marais, Québec (Québec) G1M 3A2, pendant le placement des parts offertes aux termes du présent prospectus simplifié; on peut également la consulter par voie électronique au www.sedar.com.

Parts

Les participations dans le FPI constituent une seule catégorie de parts. Les parts représentent la participation indivise et proportionnelle des porteurs de parts dans le FPI. Le FPI peut émettre un nombre illimité de parts. Au 20 février 2012, il y avait 92 357 015 parts en circulation. Aucune part n'est privilégiée ou prioritaire par rapport à une autre. Aucun porteur de parts n'a ni n'est réputé avoir de droit de propriété à l'égard de tout actif du FPI. Chaque part confère une voix pouvant être exprimée à toute assemblée des porteurs de parts ainsi que le droit de participer également et proportionnellement à toutes les distributions du FPI et, si la distribution de la totalité des biens du FPI était nécessaire, au partage de l'actif net du FPI après règlement de toutes ses obligations. Les parts sont émises sous forme nominative, non susceptibles d'appels de versement après leur émission et cessibles. Les parts émises et en circulation peuvent être fractionnées ou regroupées de temps à autre par les fiduciaires, sans l'approbation des porteurs de parts. Aucun certificat n'est émis pour des fractions de part, et les fractions de part ne confèrent aucun droit de vote à leurs porteurs.

Les parts sont émises selon les modalités et sous réserve des conditions de la convention de fiducie, laquelle lie tous les porteurs de parts. En prenant livraison des certificats représentant leurs parts, les porteurs de parts acceptent d'être liés par la convention de fiducie.

Achat de parts

Le FPI peut, de temps à autre, acheter des parts conformément à la législation en valeurs mobilières applicable ainsi qu'aux règles prescrites aux termes des politiques des bourses ou des autorités de réglementation applicables. Un tel achat constituera une « offre publique de rachat » au sens de la législation provinciale canadienne en valeurs mobilières et doit être effectué conformément aux exigences applicables de celle-ci. Un porteur de parts n'a en aucun temps le droit d'exiger du FPI qu'il rachète ses parts.

Offres publiques d'achat

La convention de fiducie prévoit que si une offre publique d'achat visant des parts est faite au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec) et que l'initiateur prend livraison et règle le prix d'au moins 90 % des parts (sauf les parts détenues, à la date de l'offre publique d'achat, par l'initiateur ou par des personnes avec lesquelles il a des liens ou qui sont membres du même groupe que lui, ou pour leur compte), l'initiateur aura le droit d'acquérir les parts détenues par les porteurs de parts qui n'ont pas accepté l'offre soit, au gré de ces porteurs de parts, selon les modalités de l'offre de l'initiateur, soit à la juste valeur des parts de ces porteurs de parts déterminée en conformité avec la procédure prévue dans la convention de fiducie.

Assemblées des porteurs de parts

La convention de fiducie prévoit que des assemblées des porteurs de parts doivent être convoquées et tenues pour l'élection ou la destitution sans motif valable des fiduciaires (sauf les fiduciaires du groupe Dallaire, tant que le groupe Dallaire détient au moins 10 % des parts en circulation au moment en cause), pour la nomination ou la destitution des auditeurs du FPI, pour l'approbation de modifications devant être apportées à la convention de fiducie (comme il est indiqué sous la rubrique « Modifications apportées à la convention de fiducie »), pour la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs du FPI, sauf dans le cadre d'une réorganisation interne des actifs du FPI qui est approuvée par les fiduciaires, et pour exiger la distribution de tous les biens du FPI. Des assemblées des

porteurs de parts seront convoquées et tenues annuellement pour l'élection des fiduciaires (sauf les fiduciaires du groupe Dallaire, tant que le groupe Dallaire détient au moins 10 % des parts en circulation au moment en cause) et pour la nomination des auditeurs du FPI. En date des présentes, le groupe Dallaire détient environ 9,7 % des parts en circulation.

Une assemblée des porteurs de parts peut être convoquée à tout moment et à toute fin par les fiduciaires et doit l'être, sauf dans certaines circonstances, si les porteurs d'au moins 5 % des parts en circulation au moment en cause le demandent par écrit. La demande doit préciser avec suffisamment de détails l'ordre du jour proposé de l'assemblée. Les porteurs de parts ont le droit d'obtenir la liste des porteurs de parts de la même façon et suivant les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux actionnaires d'une société par actions régie par la LCSA.

Les porteurs de parts peuvent assister et voter à toutes les assemblées des porteurs de parts en personne ou par procuration, et un fondé de pouvoir n'est pas tenu d'être un porteur de parts.

Émission de parts

Le FPI peut émettre de nouvelles parts de temps à autre, à l'appréciation exclusive des fiduciaires pour ce qui est du mode d'émission, de la contrepartie et des personnes visées, y compris des parts devant être émises à la conversion des débetures et des parts devant être émises au fiduciaire pour les débetures en règlement de l'intérêt sur les débetures. Les porteurs de parts existants n'ont aucun droit préférentiel de souscription en vertu duquel des parts supplémentaires qu'on se propose d'émettre doivent leur être offertes en premier lieu. Outre les parts qui peuvent être émises dans le cadre du régime d'options d'achat de parts, du régime de réinvestissement des dividendes ou d'autres régimes de distribution ou de placement, de nouvelles parts peuvent être émises en contrepartie d'espèces dans le cadre d'appels publics à l'épargne, de placements de droits auprès des porteurs de parts existants (c.-à-d. des placements dans le cadre desquels les porteurs de parts reçoivent des droits de souscription de nouvelles parts en proportion du nombre de parts qu'ils détiennent déjà, ces droits pouvant être exercés ou vendus à d'autres investisseurs) ou dans le cadre de placements privés (c.-à-d. dans le cadre de placements auprès de certains investisseurs et qui ne sont pas destinés de façon générale au grand public ou aux porteurs de parts existants). Dans certains cas, le FPI peut également émettre de nouvelles parts en contrepartie de l'acquisition de nouveaux biens ou actifs. Dans le cadre d'un placement de parts, le prix ou la valeur de la contrepartie de l'émission de parts sera déterminé par les fiduciaires, généralement en consultation avec les courtiers en valeurs mobilières qui peuvent agir comme preneurs fermes ou placeurs pour compte dans le cadre de placements de parts.

Restriction à la propriété des non-résidents

Des non-résidents du Canada (au sens de la Loi de l'impôt) ne peuvent à aucun moment être véritables propriétaires de plus de 49 % des parts, et les fiduciaires ont informé l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres de cette restriction. L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres peut exiger des déclarations concernant les territoires où résident les véritables propriétaires de parts. Si l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres constate, après avoir obtenu de telles déclarations relatives à la propriété véritable, que les véritables propriétaires de 49 % des parts alors en circulation sont, ou peuvent être, des non-résidents, ou qu'une telle situation est imminente, il doit en informer les fiduciaires et, sur réception de leurs instructions, peut faire une annonce publique à cet effet et doit s'abstenir d'accepter toute demande de souscription de parts d'une personne, d'émettre des parts à une personne ou d'enregistrer à son nom un transfert de parts, à moins que cette personne ne produise une déclaration attestant qu'elle n'est pas un non-résident du Canada. Si, malgré ce qui précède, l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres détermine que plus de 49 % des parts sont détenues par des non-résidents, sur réception des instructions des fiduciaires et après avoir obtenu une indemnisation convenable de ceux-ci, il peut expédier aux porteurs de parts non-résidents, choisis dans l'ordre inverse d'acquisition ou d'inscription ou de telle autre manière que l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres considère comme équitable et pratique, un avis exigeant qu'ils vendent leurs parts en totalité ou en partie dans un délai déterminé d'au moins 60 jours. Si les porteurs de parts qui reçoivent cet avis n'ont pas vendu le nombre précisé de parts ou fourni à l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres une preuve satisfaisante qu'ils ne sont pas des non-résidents du Canada dans ce délai, l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres peut, pour le compte de ces porteurs de parts, vendre les parts en question et, dans l'intervalle, il

doit suspendre les droits de vote et les droits aux distributions rattachés à ces parts. En cas de vente, les porteurs de parts visés cessent d'être porteurs de parts et leurs droits sont limités à celui de recevoir le produit net de la vente sur remise des certificats représentant ces parts.

Information et rapports

Le FPI fournit aux porteurs de parts les états financiers (y compris les états financiers trimestriels et annuels) et les autres rapports exigés de temps à autre par la législation applicable, y compris les formulaires prescrits dont les porteurs de parts ont besoin pour remplir leurs déclarations de revenus aux termes de la Loi de l'impôt ou de la législation provinciale équivalente.

Avant chaque assemblée annuelle et assemblée extraordinaire des porteurs de parts, les fiduciaires fourniront aux porteurs de parts (avec l'avis de l'assemblée) une information similaire à celle qui doit être fournie aux actionnaires d'une société ouverte régie par la LCSA.

Modifications apportées à la convention de fiducie

La convention de fiducie peut être modifiée de temps à autre. Certaines modifications doivent être approuvées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées à une assemblée des porteurs de parts convoquée à cette fin. Celles-ci comprennent :

- (i) toute modification visant à modifier un droit rattaché aux parts du FPI en circulation, à réduire le montant payable à leur égard au moment de la dissolution du FPI ou à réduire ou à éliminer tout droit de vote rattaché à celles-ci;
- (ii) toute modification apportée à la durée du FPI;
- (iii) toute modification visant à augmenter le nombre maximal de fiduciaires (afin de le porter à plus de 11 fiduciaires) ou à réduire le nombre minimal de fiduciaires (afin de le porter à moins de 9 fiduciaires), toute modification du nombre de fiduciaires par les porteurs de parts dans les limites du nombre minimal et du nombre maximal de fiduciaires prévus dans la convention de fiducie, ou toute autorisation donnée par les porteurs de parts aux fiduciaires indépendants d'effectuer une telle modification et, s'il y a lieu, de nommer des fiduciaires indépendants supplémentaires dans les limites de ce nombre minimal et de ce nombre maximal de fiduciaires;
- (iv) toute modification apportée aux dispositions relatives à l'échelonnement des mandats des fiduciaires;
- (v) toute modification relative aux pouvoirs, aux devoirs, aux obligations, aux responsabilités ou à l'indemnisation des fiduciaires.

D'autres modifications devant être apportées à la convention de fiducie doivent être approuvées à la majorité des voix exprimées à une assemblée des porteurs de parts convoquée à cette fin.

Les fiduciaires peuvent, sans l'approbation des porteurs de parts et sans avoir à donner d'avis à ces derniers, apporter certaines modifications à la convention de fiducie, y compris des modifications :

- (i) ayant pour but d'assurer le respect continu des lois, des règlements, des exigences ou des politiques applicables de toute autorité gouvernementale ayant compétence à l'égard des fiduciaires ou du FPI, de son statut de « fiducie d'investissement à participation unitaire », de « fiducie de fonds commun de placement » et de « placement enregistré » aux termes de la Loi de l'impôt ou du placement de ses parts;
- (ii) qui, de l'avis des fiduciaires, offrent une protection supplémentaire aux porteurs de parts;
- (iii) qui éliminent les clauses conflictuelles ou incompatibles de la convention de fiducie ou qui apportent des corrections mineures qui, de l'avis des fiduciaires, sont nécessaires ou souhaitables et ne causent aucun préjudice aux porteurs de parts;

- (iv) qui, de l'avis des fiduciaires, sont nécessaires ou souhaitables en raison de la modification de la législation fiscale;
- (v) qui, de l'avis des fiduciaires, sont nécessaires ou souhaitables en raison de la modification des normes comptables;
- (vi) à toute fin (à l'exception d'une modification qui doit être expressément soumise au vote des porteurs de parts), si les fiduciaires sont d'avis que ces modifications ne portent pas préjudice aux porteurs de parts et qu'elles sont nécessaires ou souhaitables;
- (vii) qui, de l'avis des fiduciaires, sont nécessaires ou souhaitables pour permettre au FPI d'émettre des parts dont le prix d'achat est payable par versements.

Vente d'actifs

La vente ou la cession de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs du FPI (sauf dans le cadre d'une réorganisation interne des actifs du FPI approuvée par les fiduciaires) ne peut avoir lieu que si elle est approuvée à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées à une assemblée des porteurs de parts convoquée à cette fin.

Durée du FPI

Le FPI a été constitué pour une durée devant expirer lorsque les fiduciaires ne détiendront plus aucun bien du FPI. La distribution de la totalité des biens du FPI peut être exigée à la majorité des deux tiers des voix exprimées à une assemblée des porteurs de parts convoquée à cette fin.

Questions relevant des fiduciaires indépendants

La majorité au moins des fiduciaires doivent être des fiduciaires indépendants. Aux termes de la convention de fiducie, toutes les questions relevant des fiduciaires indépendants doivent être approuvées à la majorité des fiduciaires indépendants uniquement. Les « **questions relevant des fiduciaires indépendants** », au sens attribué à ce terme dans les présentes, comprennent toute décision relative à ce qui suit :

- (i) la conclusion d'arrangements dans lesquels le groupe Dallaire a un intérêt important;
- (ii) la nomination, si elle est autorisée par la convention de fiducie, d'un fiduciaire indépendant pour combler une vacance parmi les fiduciaires indépendants, la recommandation aux porteurs de parts d'augmenter ou de réduire le nombre de fiduciaires et, le cas échéant, la proposition aux porteurs de parts de candidats en vue de leur élection à titre de fiduciaires indépendants pour combler les postes de fiduciaire ainsi créés;
- (iii) l'augmentation de la rémunération de la direction;
- (iv) l'attribution d'options dans le cadre de tout régime d'options d'achat de parts approuvé par les fiduciaires, y compris le régime d'options d'achat de parts du FPI;
- (v) la mise en application de toute convention conclue par le FPI avec un fiduciaire qui n'est pas un fiduciaire indépendant ou avec une personne ayant des liens avec un fiduciaire non indépendant;
- (vi) toute réclamation faite par le groupe Dallaire, un membre de la famille Dallaire ou un membre du même groupe que ceux-ci ou une personne ayant des liens avec ceux-ci, ou toute réclamation qui leur est opposée, ou dans laquelle les intérêts de l'une des personnes précitées diffèrent des intérêts du FPI.

Fiduciaires du groupe Dallaire

Aux termes de la convention de fiducie, CFA a le droit de nommer quatre fiduciaires pour le compte de AM Total Investissements, dans la mesure où les parts que AM Total Investissements détient représentent au moins 10 % des parts en circulation au moment en cause. En date des présentes, le groupe Dallaire détient environ 9,7 % des parts en circulation.

Décisions des fiduciaires

La convention de fiducie stipule que toutes les décisions des fiduciaires prises de bonne foi à l'égard des questions relatives au FPI, y compris la question de savoir si un investissement ou une aliénation en particulier satisfait aux exigences de la convention de fiducie, sont définitives et concluantes et lient le FPI et tous les porteurs de parts (et, lorsque le porteur de parts est un régime enregistré d'épargne-retraite, un fonds enregistré de revenu de retraite, un régime de participation différée aux bénéficiaires ou un fonds ou un régime de pension agréé, au sens attribué à ces termes dans la Loi de l'impôt, ou un autre fonds ou régime agréé aux termes de la Loi de l'impôt, les bénéficiaires et participants au régime passés, présents et futurs), et les parts du FPI sont émises et vendues à la condition que toute décision de cette nature lie les parties comme il est prévu ci-dessus.

CHANGEMENTS DANS LE NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION ET LES CAPITAUX EMPRUNTÉS

Au 30 septembre 2011, il y avait 64 106 572 parts en circulation et, au 20 février 2012, il y avait 92 357 015 parts en circulation. Les seuls changements survenus dans le nombre de parts en circulation depuis le 30 septembre 2011 ont découlé de l'émission de 468 496 parts dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions, de l'émission de 214 300 parts par suite de l'exercice d'options dans le cadre du régime d'options d'achat de parts, de l'émission de 713 704 parts à la conversion de débentures, de l'émission de 11 801 100 parts dans le cadre du placement d'octobre 2011 et du placement de décembre 2011 et de l'émission de 15 052 843 parts dans le cadre de l'offre visant Canmarc.

En date du 30 septembre 2011, la dette du FPI était d'environ 1 418,7 millions de dollars (à l'exclusion des comptes fournisseurs et des charges à payer, des impôts reportés ainsi que des distributions devant être faites aux porteurs de parts). Au 20 février 2012, la dette du FPI était d'environ 2 644,9 millions de dollars (à l'exclusion des comptes fournisseurs et des charges à payer, des impôts reportés ainsi que des distributions devant être faites aux porteurs de parts). Depuis le 30 septembre 2011, les changements survenus dans les capitaux empruntés du FPI ont découlé principalement de prélèvements effectués sur la facilité de crédit afin de financer des acquisitions et des investissements, notamment le financement de la contrepartie en espèces globale versée pour l'acquisition des parts de Canmarc aux termes de l'offre visant Canmarc, de la prise en charge de la dette de Canmarc par suite de l'acquisition de Canmarc ainsi que du remboursement de l'encours de la facilité de crédit au moyen du produit tiré du placement d'octobre 2011 et du placement de décembre 2011. Voir la rubrique « Faits récents ». Des renseignements supplémentaires au sujet des dettes importantes du FPI sont présentés dans les états financiers de 2010 et le rapport de gestion de 2010 ainsi que dans les états financiers de septembre 2011 et le rapport de gestion de septembre 2011.

Compte tenu de l'émission des parts dans le cadre du présent placement, de l'emploi du produit qui en sera tiré et des événements survenus après le 30 septembre 2011, l'encours de la dette du FPI (à l'exclusion des comptes fournisseurs et des charges à payer, des impôts reportés ainsi que des distributions devant être faites aux porteurs de parts) sera d'environ 2 477,2 millions de dollars. Voir les rubriques « Emploi du produit » et « Mode de placement ».

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Le FPI peut distribuer mensuellement aux porteurs de parts, à chacune des dates de distribution, un certain pourcentage du bénéfice distribuable pour le mois civil précédent et, dans le cas des distributions effectuées le 31 décembre, pour le mois civil terminé à cette date, ce pourcentage étant fixé par les fiduciaires, à leur appréciation. Le FPI peut également distribuer aux porteurs de parts, le 31 décembre de chaque année (i) les gains en capital nets réalisés du FPI et le revenu de récupération net du FPI pour l'année se terminant à cette date et (ii) tout excédent du revenu du FPI pour l'application de la Loi de l'impôt pour l'année se terminant à cette date sur les distributions faites par ailleurs pour l'année en cause, à l'appréciation des fiduciaires. Les distributions, le cas échéant, sont effectuées au comptant ou en parts, selon le cas, aux termes du régime de réinvestissement des dividendes, du régime d'options d'achat de parts et de tout autre régime de réinvestissement des distributions ou d'options d'achat de parts adopté par les fiduciaires. Les distributions, le cas échéant, seront effectuées proportionnellement aux personnes qui sont des porteurs de parts inscrits à la date de clôture des registres applicable. Les distributions, le cas échéant, seront effectuées aux porteurs de parts inscrits à une date que fixeront les fiduciaires conformément à la convention de fiducie. Si le FPI a du revenu à recevoir mais non perçu, les fiduciaires peuvent décider de transférer temporairement des fonds suffisants du compte de capital au compte de revenu du FPI afin que les distributions qu'ils ont déterminées, le cas échéant, puissent être effectuées.

Pour chacune des périodes de 12 mois ayant précédé le présent placement, le FPI a effectué des distributions mensuelles de 0,12 \$ par part. Le FPI a également convenu d'effectuer une distribution de 0,12 \$ sur chaque part vendue aux souscripteurs initiaux dans le cadre du présent placement, cette distribution étant payable le 15 mars 2012 ou, si elle est ultérieure, à la clôture du présent placement. Cette distribution ne peut être réinvestie aux termes du RRD.

Report de l'impôt sur les distributions de 2011

La direction prévoit qu'environ 73 % des distributions faites par le FPI aux porteurs de parts en 2011 ont fait l'objet d'un report d'impôt étant donné que le FPI peut se prévaloir de la déduction pour amortissement et de certaines autres déductions.

MODE DE PLACEMENT

Aux termes de la convention de prise ferme, le FPI a convenu de vendre et les preneurs fermes ont convenu d'acheter, vers le 28 février 2012 ou à toute date ultérieure dont le FPI et les preneurs fermes peuvent convenir, mais dans tous les cas au plus tard le 3 avril 2012, 7 973 000 parts au prix de 21,95 \$ chacune, pour un produit net total de 168 007 056 \$ revenant au FPI, exclusion faite des frais du présent placement, payables en numéraire au FPI sur livraison des parts susmentionnées. Les obligations des preneurs fermes aux termes de la convention de prise ferme peuvent être résiliées par la réalisation de certaines conditions. Toutefois, les preneurs fermes sont tenus de prendre livraison de la totalité des parts et d'en régler le prix s'ils en souscrivent une partie aux termes de la convention de prise ferme. Les obligations des preneurs fermes relativement à l'achat des parts sont conjointes et non solidaires. Les modalités du présent placement et le prix des parts ont été déterminés par voie de négociations entre le FPI et les preneurs fermes.

Aux termes de la convention de prise ferme, le FPI a convenu de verser aux preneurs fermes une rémunération de 0,878 \$ par part, pour une rémunération totale de 7 000 294 \$ payable par le FPI en contrepartie de leurs services dans le cadre du présent placement. La rémunération des preneurs fermes à l'égard des parts est payable à la clôture du présent placement.

Le FPI a attribué aux preneurs fermes une option (l'« **option de surallocation** ») leur permettant de souscrire ou d'acquérir jusqu'à concurrence de 1 195 950 parts supplémentaires selon des modalités et sous réserve de conditions identiques à celles du présent placement de parts; cette option peut être exercée en totalité ou en partie au plus tard le 30^e jour suivant la clôture du présent placement afin de stabiliser le cours et de couvrir les positions de surallocation, le cas échéant. Le présent prospectus simplifié permet le placement des parts devant être émises à l'exercice de l'option de surallocation et leur transfert ultérieur.

La personne qui acquiert des parts comprises dans la position de surallocation des preneurs fermes acquiert ces titres aux termes du présent prospectus simplifié, que la position de surallocation soit ou non couverte par l'exercice de l'option de surallocation ou par des acquisitions effectuées sur le marché secondaire.

La TSX a approuvé sous condition l'inscription à la cote des parts visées par le présent prospectus simplifié (y compris les parts devant être émises à l'exercice de l'option de surallocation), pourvu que toutes les conditions de la TSX soient remplies au plus tard le 10 mai 2012.

Selon les instructions générales et/ou les règles des commissions des valeurs mobilières compétentes ou d'autorités de réglementation analogues, les preneurs fermes ne peuvent, pendant la durée du placement, offrir d'acheter ni acheter des parts. Cette restriction fait l'objet de certaines exceptions, à la condition que l'offre d'achat ou l'achat ne soit pas fait dans le but de créer une activité réelle ou apparente sur le marché des parts ou de faire monter leur cours. Ces exceptions comprennent : (i) une offre d'achat ou un achat autorisé par les règles et les règlements de la TSX concernant la stabilisation du marché et les activités de maintien passif du marché; et (ii) une offre d'achat ou un achat fait pour le compte d'un client dont l'ordre n'a pas été sollicité durant la période du placement. Ces opérations, si elles sont entreprises, peuvent être interrompues en tout temps.

Les parts offertes par le présent prospectus simplifié n'ont pas été ni ne seront inscrites aux termes de la Loi de 1933, ou des lois sur les valeurs mobilières de tout État américain, et ne peuvent être offertes ou vendues aux États-Unis ou à une personne des États-Unis, ou pour le compte ou au bénéfice d'une personne des États-Unis, sauf dans des circonstances limitées. Les preneurs fermes ont convenu de ne pas offrir ou vendre les parts aux États-Unis, ni dans leurs territoires, leurs possessions et les autres lieux relevant de leur compétence, ni à une personne des États-Unis (au sens attribué au terme « *U.S. person* » dans la Loi de 1933) ou pour le compte ou au bénéfice d'une telle personne, sauf, conformément à la convention de prise ferme, à des acquéreurs institutionnels admissibles (au sens attribué au terme « *Qualified Institutional Buyers* » dans la règle 144A prise en application de la Loi de 1933) aux termes de la dispense des exigences d'inscription de la Loi de 1933 prévue par la règle 144A prise en application de celle-ci et conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables d'un État. En outre, jusqu'à l'expiration d'un délai de 40 jours suivant le début du présent placement, l'offre ou la vente de parts aux États-Unis par un courtier (qu'il participe ou non au présent placement) pourrait violer les exigences d'inscription prévues dans la Loi de 1933 si l'offre est effectuée autrement qu'en conformité avec la règle 144A.

Conformément à la convention de prise ferme, le FPI a convenu d'indemniser les preneurs fermes et leurs membres de la direction, leurs administrateurs, leurs employés et leurs mandataires respectifs et de les dégager de toute responsabilité à l'égard de certaines obligations, et ce, conjointement (et non solidairement).

RELATION ENTRE L'ÉMETTEUR ET LES PRENEURS FERMES

La FBN, BMO, Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Valeurs Mobilières TD Inc. sont toutes des filiales d'institutions financières qui sont des prêteurs du FPI. La FBN, Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Valeurs Mobilières TD Inc. sont des filiales d'institutions financières qui sont des prêteurs de Canmarc. En conséquence, le FPI pourrait être considéré comme un « émetteur associé » à ces preneurs fermes aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable.

En date du 20 février 2012, le montant réel de la dette du FPI envers les institutions financières susmentionnées (compte non tenu de la dette de Canmarc) s'élevait à environ 422,0 millions de dollars au total, soit des emprunts hypothécaires d'environ 109,4 millions de dollars dus à l'institution financière dont Valeurs mobilières Desjardins inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires d'environ 11,9 millions de dollars dus à l'institution financière dont Marchés mondiaux CIBC inc. est une filiale et un encours d'environ 300,7 millions de dollars sur la facilité de crédit, à l'égard de laquelle les prêteurs sont les institutions financières dont la FBN (à hauteur d'environ 55,7 millions de dollars), BMO (à hauteur d'environ 70,0 millions de dollars), Valeurs mobilières Desjardins inc. (à hauteur d'environ 56,0 millions de dollars), Marchés mondiaux CIBC inc. (à hauteur d'environ 35,0 millions de dollars), Scotia Capitaux Inc. (à hauteur d'environ 35,0 millions de dollars), RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (à hauteur d'environ 21,0 millions de dollars) et TD Valeurs Mobilières Inc. (à hauteur d'environ 28,0 millions de dollars) sont des filiales.

En date du 20 février 2012, le montant réel de la dette de Canmarc envers les institutions financières susmentionnées s'élevait à environ 333,6 millions de dollars au total, soit des emprunts hypothécaires d'environ 22,1 millions de dollars dus à l'institution financière dont Valeurs mobilières Desjardins inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires de 14,4 millions de dollars dus à l'institution financière dont Marchés mondiaux CIBC inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires de 162,7 millions de dollars dus à l'institution financière dont Scotia Capitaux Inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires de 5,3 millions de dollars dus à l'institution financière dont RBC Dominion valeurs mobilières Inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires de 89,8 millions de dollars dus à l'institution financière dont Valeurs Mobilières TD Inc. est une filiale et un encours d'environ 39,3 millions de dollars sur la facilité de crédit de Canmarc, à l'égard de laquelle les prêteurs sont les institutions financières dont la FBN (à hauteur d'environ 15,7 millions de dollars) et Valeurs Mobilières TD Inc. (à hauteur d'environ 23,6 millions de dollars) sont des filiales.

Une tranche d'environ 167,7 millions de dollars aux termes de la facilité de crédit et de la facilité de crédit de Canmarc sera remboursée au moyen du produit tiré du placement des parts. Compte tenu du présent placement et de l'emploi du produit qui en sera tiré, le montant de la dette du FPI (compte tenu de Canmarc), sur une base pro forma consolidée, envers ces institutions financières s'élèvera à environ 588,0 millions de dollars au total, soit des emprunts hypothécaires d'environ 131,5 millions de dollars dus à l'institution financière dont Valeurs mobilières Desjardins inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires d'environ 26,3 millions de dollars dus à l'institution financière dont Marchés mondiaux CIBC inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires d'environ 162,7 millions de dollars dus à l'institution financière dont Scotia Capitaux Inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires d'environ 5,3 millions de dollars dus à l'institution financière dont RBC Dominion valeurs mobilières Inc. est une filiale, des emprunts hypothécaires d'environ 89,8 millions de dollars dus à l'institution financière dont Valeurs Mobilières TD Inc. est une filiale et un encours d'environ 172,4 millions de dollars sur la facilité de crédit, à l'égard de laquelle les prêteurs du FPI sont les institutions financières dont la FBN (à hauteur d'environ 39,0 millions de dollars), BMO (à hauteur d'environ 31,4 millions de dollars), Valeurs mobilières Desjardins inc. (à hauteur d'environ 25,1 millions de dollars), Marchés mondiaux CIBC inc. (à hauteur d'environ 15,7 millions de dollars), Scotia Capitaux Inc. (à hauteur d'environ 15,7 millions de dollars), RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (à hauteur d'environ 9,4 millions de dollars) et TD Valeurs Mobilières Inc. (à hauteur d'environ 36,1 millions de dollars) sont des filiales. Le FPI et Canmarc n'ont manqué à aucun égard important aux modalités des conventions régissant ces dettes; par conséquent, aucun recours découlant d'un manquement n'a fait l'objet d'une renonciation. Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Valeurs Mobilières TD Inc. sont respectivement également des filiales d'institutions financières en faveur desquelles le FPI et/ou Canmarc ont consenti des sûretés grevant certains de leurs immeubles relativement aux emprunts hypothécaires susmentionnés. Des renseignements supplémentaires au sujet de ces sûretés sont fournis dans la notice annuelle du FPI ou dans la notice annuelle de Canmarc datée du 31 mars 2011 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, laquelle peut être consultée sur le Web au www.sedar.com. En outre, des membres du même groupe que la FBN, BMO, Valeurs mobilières Desjardins inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Valeurs Mobilières TD Inc. ont pris envers le FPI l'engagement de financer intégralement la contrepartie en espèces devant être versée pour les parts de Canmarc dans le cadre de l'offre visant Canmarc et de répondre aux besoins de refinancement et de liquidité après la clôture. Chacun des preneurs fermes qui est une filiale d'une des institutions financières susmentionnées a pris la décision de souscrire le présent placement indépendamment de ces institutions financières et non à la demande de celles-ci. En outre, les preneurs fermes qui n'ont pas de liens avec le FPI à titre d'« émetteur associé », soit Corporation Canaccord Genuity, Valeurs mobilières Dundee Ltée et Marchés Financiers Macquarie Canada Ltée, ont pris part au processus de contrôle diligent et à la décision de procéder au présent placement. Aucun des preneurs fermes ne retirera d'autres avantages du présent placement que sa partie de la rémunération qui est payable par le FPI. Voir la rubrique « Emploi du produit ».

VENTES OU PLACEMENTS ANTÉRIEURS

Parts

Le tableau suivant présente le détail des émissions de parts que le FPI a effectuées au cours des 12 mois précédant le présent placement, soit la date d'émission, le nombre de parts émises et le prix d'émission.

<u>Date</u>	<u>Type d'émission</u>	<u>Nombre total de parts émises</u>	<u>Prix par part</u>
Année civile 2011			
Février.....	Exercice d'options	144 300	17,25 \$
	RRD	47 899	21,53 \$
	Conversion de débetures	1 379	17,40 \$
Mars.....	Exercice d'options	231 500	17,42 \$
	RRD	64 093	21,85 \$
	Conversion de débetures	14 942	17,40 \$
Avril.....	Exercice d'options	136 000	17,60 \$
	RRD	64 453	22,35 \$
	Conversion de débetures	3 677	17,40 \$
Mai.....	Exercice d'options	12 500	17,86 \$
	RRD	54 616	22,49 \$
	Conversion de débetures	27 123	17,40 \$
Juin.....	Exercice d'options	12 050	18,40 \$
	RRD	54 102	22,37 \$
	Conversion de débetures	18 160	17,40 \$
Juillet.....	Exercice d'options	142 800	18,58 \$
	RRD	55 968	22,21 \$
	Conversion de débetures	30 631	17,40 \$
Août.....	Exercice d'options	10 900	18,46 \$
	RRD	85 437	21,99 \$
	Conversion de débetures	35 400	17,78 \$
Septembre.....	RRD	87 162	21,76 \$
	Conversion de débetures	1 781	17,40 \$
	Exercice d'options	5 000	15,14 \$
Octobre.....	RRD	85 871	21,45 \$
	Conversion de débetures	515 597	21,50 \$
	Appel public à l'épargne	5 207 000	21,50 \$
Novembre.....	Exercice d'options	21 600	18,25 \$
	RRD	92 756	22,01 \$
	Conversion de débetures	193 778	20,41 \$
Décembre.....	Exercice d'options	46 000	18,35 \$
	RRD	182 450	21,97 \$
	Conversion de débetures	536	20,50 \$
	Appel public à l'épargne	6 594 100	21,80 \$
Année civile 2012			
Janvier.....	Exercice d'options	64 100	17,90 \$
	Offre visant Canmarc	12 953 556	21,69 \$
	Conversion de débetures	3 793	17,40 \$
Février (jusqu'au 17 février).....	Exercice d'options	77 600	17,47 \$
	Offre visant Canmarc	2 099 287	21,69 \$
	RRD	107 419	21,99 \$

Options

Le 15 décembre 2011, le FPI a attribué 1 394 700 options d'achat de parts dans le cadre du régime d'options d'achat de parts, au prix d'exercice de 21,80 \$. Le FPI n'a attribué aucune autre option d'achat de parts au cours des 12 mois précédant le présent placement.

COURS ET VOLUME DES OPÉRATIONS

Les parts sont inscrites aux fins de négociation à la TSX sous le symbole « CUF.UN ». Le tableau suivant présente la fourchette des cours et le volume des opérations effectuées sur les parts à la TSX pour chacun des 12 derniers mois précédant la date du présent prospectus simplifié.

CUF.UN :

Période	TSX		Volume
	Haut (\$)	Bas (\$)	
Année civile 2011			
Février.....	22,16	21,32	2 117 638
Mars.....	22,88	21,33	2 546 464
Avril.....	23,00	22,00	1 603 508
Mai.....	22,99	22,17	1 383 465
Juin.....	22,49	21,75	1 396 277
Juillet.....	23,00	21,94	1 359 316
Août.....	22,85	20,00	1 906 121
Septembre.....	22,28	21,00	2 631 203
Octobre.....	22,82	20,14	1 713 076
Novembre.....	22,72	21,61	1 881 981
Décembre.....	22,60	21,74	3 652 985
Année civile 2012			
Janvier.....	22,52	21,48	9 582 920
Février (jusqu'au 17 février).....	23,11	21,68	9 604 944

Les débetures sont inscrites aux fins de négociation à la TSX sous les symboles « CUF.DB », « CUF.DB.B », « CUF.DB.C », « CUF.DB.D » et « CUF.DB.E ». Les tableaux suivants présentent la fourchette des cours et le volumes des opérations effectuées sur les débetures à la TSX pour chacun des 12 derniers mois précédant la date du présent prospectus simplifié.

CUF.DB :

Période	TSX		Volume (en milliers)
	Haut (\$)	Bas (\$)	
Année civile 2011			
Février.....	126,50	122,71	210
Mars.....	129,70	122,10	144
Avril.....	130,37	128,00	74
Mai.....	131,39	127,00	393
Juin.....	127,30	124,75	239
Juillet.....	137,20	125,97	471
Août.....	-	-	-
Septembre.....	126,93	123,42	23
Octobre.....	123,25	118,31	185
Novembre.....	128,39	124,65	202
Décembre.....	125,16	124,71	157
Année civile 2012			
Janvier.....	127,71	125,43	60
Février (jusqu'au 17 février).....	131,48	125,00	108

CUF.DB.B :

Période	TSX		
	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume (en milliers)
Année civile 2011			
Février	103,00	102,00	119
Mars	103,50	102,55	230
Avril	104,00	103,00	92
Mai	104,50	103,00	328
Juin	104,25	100,00	315
Juillet	103,95	101,50	301
Août	103,95	101,50	205
Septembre	102,52	101,25	59
Octobre	102,50	100,50	195
Novembre	103,00	101,42	174
Décembre	104,45	101,00	263
Année civile 2012			
Janvier	104,00	102,60	345
Février (jusqu'au 17 février)	103,50	103,00	105

CUF.DB.C :

Période	TSX		
	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume (en milliers)
Année civile 2011			
Février	104,50	102,25	402
Mars	104,50	102,06	342
Avril	105,00	102,76	516
Mai	104,75	102,50	709
Juin	104,95	102,50	406
Juillet	104,00	102,75	307
Août	103,50	101,25	5 222
Septembre	103,00	101,25	936
Octobre	103,00	98,00	2 491
Novembre	103,00	102,00	1 324
Décembre	104,00	103,00	877
Année civile 2012			
Janvier	104,91	103,55	643
Février (jusqu'au 17 février)	104,75	102,50	353

CUF.DB.D :

Période	TSX		
	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume (en milliers)
Année civile 2011			
Février	111,48	108,40	5 934
Mars	113,00	108,11	4 625
Avril	113,90	111,00	2 765
Mai	113,50	110,73	3 450
Juin	113,25	110,00	1 297
Juillet	113,90	110,17	1 994
Août	113,75	105,00	3 142
Septembre	111,00	106,76	2 576
Octobre	111,65	103,00	663
Novembre	112,00	107,87	1 690
Décembre	112,00	107,16	1 069
Année civile 2012			
Janvier	111,00	107,50	578
Février (jusqu'au 17 février)	113,74	108,00	379

CUF.DB.E :

Période	TSX		
	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume (en milliers)
Année civile 2011			
Février.....	104,50	103,00	316
Mars.....	104,00	102,50	640
Avril.....	104,25	103,00	467
Mai.....	103,80	102,80	392
Juin.....	104,00	101,00	474
Juillet.....	103,75	102,50	419
Août.....	104,00	101,20	464
Septembre.....	103,50	100,00	811
Octobre.....	103,00	99,50	774
Novembre.....	103,56	101,50	613
Décembre.....	103,50	102,00	602
Année civile 2012			
Janvier.....	112,75	103,50	381
Février (jusqu'au 17 février).....	105,76	103,50	497

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT

De l'avis de Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques du FPI, et de Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L., conseillers juridiques des preneurs fermes, pourvu que, à la date de clôture, le FPI soit admissible à titre de « fiducie de fonds commun de placement » aux termes de la Loi de l'impôt ou que les parts soient inscrites à la cote d'une bourse de valeurs désignée (ce qui comprend actuellement la TSX), les parts seront des placements admissibles pour les régimes de revenu différé. Bien que les parts puissent constituer des placements admissibles pour une fiducie régie par un CELI, un REER ou un FERR, le titulaire d'un CELI ou le rentier d'un REER ou d'un FERR devra payer une pénalité fiscale à l'égard des parts si celles-ci constituent des « placements interdits », et le fait que les parts constituent des « placements interdits » pourrait entraîner d'autres incidences fiscales. Les parts constitueront généralement des « placements interdits » si le titulaire du CELI ou le rentier du REER ou du FERR a un lien de dépendance avec le FPI pour l'application de la Loi de l'impôt ou s'il a une « participation notable » (au sens de la Loi de l'impôt) dans le FPI ou dans une société, une société de personnes ou une fiducie avec laquelle le FPI a un lien de dépendance pour l'application de la Loi de l'impôt. On recommande aux porteurs de parts de consulter leurs propres conseillers en fiscalité à ce sujet.

INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis de Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques du FPI, et de Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L., conseillers juridiques des preneurs fermes, l'exposé qui suit est, à la date des présentes, un résumé des principales incidences fiscales fédérales canadiennes s'appliquant de façon générale, en vertu de la Loi de l'impôt, à l'acquisition, à la détention et à la disposition de parts par un porteur qui acquiert des parts aux termes du présent prospectus simplifié. Le présent résumé s'applique à un porteur de parts qui, pour l'application de la Loi de l'impôt, est ou est réputé un résident du Canada, n'a pas de lien de dépendance avec le FPI et détient les parts à titre d'immobilisations. Si le porteur ne détient pas ses parts dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise et ne les a pas acquises dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations considérées comme un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial, les parts seront généralement considérées comme des immobilisations pour ce porteur. Certains porteurs de parts qui ne seraient pas autrement considérés comme détenant leurs parts à titre d'immobilisations pourraient, dans certaines circonstances, avoir le droit de les faire traiter comme des immobilisations s'ils font le choix irrévocable autorisé au paragraphe 39(4) de la Loi de l'impôt. Ces porteurs de parts devraient consulter leurs conseillers en fiscalité au sujet de leur situation particulière.

Le présent résumé ne s'applique pas à un porteur de parts qui est une « institution financière », au sens attribué à ce terme dans la Loi de l'impôt pour les besoins des règles d'évaluation à la valeur du marché, ou une « institution financière déterminée » ni à un porteur de parts dans lequel une participation constitue un « abri fiscal déterminé » (au sens attribué à ces termes dans la Loi de l'impôt). Ces porteurs de parts devraient consulter leurs conseillers en fiscalité afin de déterminer les incidences fiscales pour eux de l'acquisition, de la détention et de la disposition des parts

acquises aux termes du présent prospectus simplifié. En outre, le présent résumé ne traite pas de la déductibilité des intérêts pour un investisseur qui a contracté un emprunt pour acquérir les parts.

Le présent résumé est fondé sur les faits exposés dans le présent prospectus simplifié, y compris sur la conviction de la direction du FPI que, compte tenu de son évaluation des règles relatives aux EIPD, le FPI remplit toutes les conditions requises et est admissible à l'exception relative aux fiducies de placement immobilier, ainsi que sur l'information fournie par le FPI (y compris l'attestation des membres de la direction du FPI), et tient compte des propositions fiscales, des dispositions actuelles de la Loi de l'impôt et de son règlement d'application, ainsi que de l'interprétation par les conseillers juridiques, à partir des documents mis à la disposition du public, des pratiques actuelles de l'ARC en matière d'administration et de cotisation, le tout en date du présent prospectus simplifié. Le présent résumé ne prend en considération ni ne prévoit aucun changement en droit, au moyen d'une décision ou d'une mesure de nature législative, gouvernementale ou judiciaire, ni ne tient compte d'aucune loi ou incidence fiscale provinciale, territoriale ou étrangère, lesquelles pourraient différer considérablement de celles qui sont exposées aux présentes. Le présent résumé suppose que les propositions fiscales seront adoptées telles qu'elles ont été proposées, mais aucune garantie ne peut être donnée à ce sujet. Rien ne garantit que l'ARC ne changera pas ses pratiques administratives ou ses pratiques de cotisation. Les conseillers juridiques ont présumé de l'exactitude des déclarations et des énoncés qui leur ont été faits quant aux questions de fait pour exprimer leurs opinions et avis. Le présent sommaire est fondé également sur l'hypothèse selon laquelle le FPI se conformera en tout temps à la convention de fiducie.

Dans le présent résumé, on suppose que le FPI est admissible à titre de « fiducie de fonds commun de placement » aux termes de la Loi de l'impôt et le demeurera tant que les parts seront en circulation. Cette hypothèse repose sur une attestation du FPI à l'égard de certaines questions de fait. Si le FPI n'était pas admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement, les incidences fiscales mentionnées ci-après seraient sensiblement différentes à certains égards.

Le présent résumé ne traite pas de toutes les incidences fiscales fédérales canadiennes possibles d'un placement dans les parts. De plus, les incidences fiscales, notamment concernant l'impôt sur le revenu, découlant de l'acquisition, de la détention et de la disposition de parts varieront selon la situation particulière du porteur de parts. Ainsi, le présent résumé est de nature générale seulement et ne vise pas à constituer un avis juridique ou fiscal à l'intention d'un souscripteur ou d'un acquéreur de parts éventuel. En conséquence, les porteurs de parts éventuels sont invités à consulter leurs conseillers en fiscalité au sujet des incidences fiscales d'un placement dans les parts eu égard à leur situation particulière.

Imposition des porteurs de parts

Distributions du FPI

Le porteur de parts est généralement tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée la partie du revenu net du FPI pour l'année d'imposition, y compris les gains en capital nets réalisés imposables (calculés pour les besoins de la Loi de l'impôt), qui lui est payée ou payable, ou qui est réputée lui être payée ou payable, au cours de l'année d'imposition en cause, que ces sommes aient été ou non réinvesties dans des parts supplémentaires dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions.

La partie non imposable des gains en capital nets réalisés du FPI qui est payée ou payable à un porteur de parts au cours d'une année d'imposition ne sera pas comprise dans le calcul du revenu du porteur de parts pour l'année.

La convention de fiducie exige généralement que le FPI demande le montant maximal de déduction pour amortissement à laquelle il a droit dans le calcul de son revenu pour les besoins de l'impôt. Conformément à la politique de distribution, le montant distribué aux porteurs de parts au cours d'une année peut excéder le revenu net du FPI, pour les besoins de l'impôt, pour l'année en cause. Les distributions qui excèdent le bénéfice net du FPI pour les besoins de l'impôt au cours d'une année, y compris la distribution de parts supplémentaires au titre de la prime additionnelle de 5 % pour les parts acquises dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions, ne sont généralement pas comprises dans le calcul du revenu du porteur de parts pour l'année. Toutefois, cette somme (à l'exception de la partie non imposable des gains en capital nets réalisés du FPI pour l'année, dont la partie imposable a

été désignée par le FPI à l'égard du porteur de parts), sera portée en diminution du prix de base rajusté des parts détenues par le porteur de parts, et ce dernier réalisera un gain en capital dans l'année dans la mesure où le prix de base rajusté de ses parts serait autrement un montant négatif.

Le FPI désignera, dans la mesure permise par la Loi de l'impôt, la partie du revenu imposable distribuée aux porteurs de parts qui peut raisonnablement être considérée comme composée de gains en capital nets imposables du FPI. Tout montant ainsi désigné sera réputé, pour les besoins de l'impôt, avoir été reçu par les porteurs de parts au cours de l'année à titre de gain en capital imposable et sera soumis aux règles générales régissant l'imposition des gains en capital énoncées ci-après. Le FPI désignera en outre, dans la mesure permise par la Loi de l'impôt, la partie des dividendes imposables qu'il a reçus de toute société canadienne imposable dont le FPI est propriétaire qui peut raisonnablement être considérée comme une somme comprise dans le revenu des porteurs de parts. Tout montant ainsi désigné sera réputé, pour les besoins de la Loi de l'impôt, sauf en ce qui concerne les retenues à la source pour les non-résidents, avoir été reçu par les porteurs de parts à titre de dividende imposable et sera soumis aux règles générales concernant l'imposition des dividendes imposables versés par des sociétés canadiennes imposables. Ainsi, dans la mesure où des montants sont désignés comme des dividendes imposables de toute société canadienne imposable dont le FPI est propriétaire, ils seront assujettis, entre autres, aux règles de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes pour ce qui est des porteurs de parts qui sont des particuliers, à l'impôt remboursable prévu à la partie IV de la Loi de l'impôt pour ce qui est des porteurs de parts qui sont des sociétés privées ou certaines autres sociétés contrôlées, directement ou indirectement, par un particulier ou un groupe lié de particuliers ou pour leur bénéfice, et à la déduction dans le calcul du revenu imposable pour ce qui est des porteurs de parts qui sont des sociétés. Le porteur de parts qui est une société privée sous contrôle canadien (au sens attribué à ce terme dans la Loi de l'impôt) pourrait également devoir payer un impôt remboursable additionnel de 6 $\frac{2}{3}$ % sur certains revenus de placement, notamment les gains en capital imposables. Les porteurs de parts sont invités à consulter leurs conseillers en fiscalité pour obtenir des conseils au sujet de l'application possible de ces dispositions.

Le coût des parts acquises au moyen du réinvestissement des distributions dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions correspond au montant de ce réinvestissement. Il n'y aura pas d'augmentation ni de diminution nette du prix de base rajusté de l'ensemble des parts d'un porteur en conséquence de la réception de parts en prime dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions. Toutefois, la réception de parts en prime dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions entraînera une réduction par part du prix de base rajusté pour le porteur de parts.

Aux fins du calcul du prix de base rajusté des parts d'un porteur, lorsqu'une part est acquise, dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions ou autrement, le porteur doit établir la moyenne du coût de la part nouvellement acquise et du prix de base rajusté de toutes les parts lui appartenant à titre d'immobilisations immédiatement avant le moment en cause.

Certains dividendes imposables que les particuliers reçoivent de la part d'une société résidant au Canada seront admissibles à un crédit d'impôt pour dividendes bonifié dans la mesure où certaines conditions sont remplies et certaines désignations sont faites; entre autres conditions, le dividende doit être versé par prélèvement sur le revenu assujetti à l'impôt au taux d'imposition général des sociétés. Ce crédit d'impôt pourrait également s'appliquer aux distributions faites par le FPI qui sont effectuées par prélèvement sur les dividendes imposables admissibles que lui verse une société résidant au Canada, dans la mesure où le FPI fait la désignation nécessaire afin que ce dividende imposable admissible soit réputé reçu par le porteur de parts et pourvu que la société qui verse le dividende fasse la désignation nécessaire afin que ce dividende imposable soit traité comme un dividende admissible.

En outre, les sommes dont il est question ci-dessus (y compris les dividendes admissibles) seront généralement prises en compte dans la détermination de l'impôt minimum de remplacement que doit payer, le cas échéant, un porteur de parts qui est un particulier (ou certaines fiducies) aux termes de la Loi de l'impôt.

Disposition de parts

À la disposition réelle ou réputée d'une part, le porteur de parts réalisera un gain en capital (ou subira une perte en capital) dans la mesure où le produit de disposition revenant au porteur de parts est supérieur (ou inférieur) à la

somme du prix de base rajusté de la part et des frais de disposition raisonnables. Le produit de disposition ne comprendra pas les montants devant par ailleurs être inclus dans le calcul du revenu du porteur de parts.

La moitié de tout gain en capital réalisé par un porteur de parts et le montant de tout gain en capital net imposable que le FPI a désigné à l'égard d'un porteur de parts seront inclus dans le calcul du revenu du porteur de parts à titre de gain en capital imposable. La moitié de toute perte en capital subie par un porteur de parts peut en général être déduite uniquement des gains en capital imposables conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt. Lorsqu'un porteur de parts qui est une société ou une fiducie (autre qu'une fiducie de fonds commun de placement) dispose d'une part, sa perte en capital découlant de la disposition sera en général réduite du montant de tout dividende reçu par le FPI que ce dernier a désigné antérieurement comme un dividende reçu par le porteur de parts, sauf dans la mesure où une perte découlant d'une disposition antérieure d'une part a été réduite du montant de ces dividendes. Des règles similaires s'appliquent lorsqu'une société ou une fiducie (autre qu'une fiducie de fonds commun de placement) est membre d'une société de personnes qui dispose de parts.

Un porteur de parts qui est une « société privée sous contrôle canadien », au sens attribué à ce terme dans la Loi de l'impôt, peut être redevable d'un impôt supplémentaire remboursable de 6 $\frac{2}{3}$ % sur son « revenu de placement total » pour l'année, qui comprendra un montant au titre des gains en capital imposables.

En général, le revenu net du FPI payé ou payable à un porteur de parts qui est un particulier ou un certain type de fiducie, qui est désigné comme dividendes imposables ou comme gains en capital nets réalisés, et les gains en capital réalisés au moment de la disposition de parts pourraient faire augmenter la somme à payer par le porteur de parts au titre de l'impôt minimum de remplacement.

Statut du FPI

Admissibilité à titre de fiducie de fonds commun de placement

Le FPI a choisi d'être une « fiducie de fonds commun de placement » dès la date de son établissement, et dans le texte figurant sous la rubrique « Incidences fiscales fédérales canadiennes », on suppose que le FPI est et continuera d'être admissible à titre de « fiducie d'investissement à participation unitaire » et de « fiducie de fonds commun de placement » en vertu de la Loi de l'impôt.

Pour être admissible à titre de « fiducie de fonds commun de placement », le FPI doit demeurer une « fiducie d'investissement à participation unitaire » et doit, entre autres choses, restreindre ses activités à : (i) l'investissement de ses fonds dans des biens (sauf des biens immeubles ou des droits dans de tels biens); et (ii) l'acquisition, la détention, l'entretien, l'amélioration, la location ou la gestion de biens immeubles (ou de droits dans de tels biens) qui constituent des immobilisations pour le FPI; ou (iii) toute combinaison des activités décrites en (i) et en (ii). Le FPI doit aussi remplir certaines conditions prescrites, à savoir compter au moins 150 porteurs de parts détenant au moins un bloc de parts (100 parts, si la juste valeur marchande d'une part est inférieure à 25 \$) du FPI dont le placement auprès du public est autorisé, et chacun de ces porteurs de parts doit détenir des parts ayant une juste valeur marchande globale d'au moins 500 \$.

Dans le texte figurant sous la rubrique « Incidences fiscales fédérales canadiennes », on suppose également que le FPI n'est pas établi ni maintenu principalement au profit de non-résidents. Les conseillers juridiques sont d'avis que les hypothèses susmentionnées sont raisonnables compte tenu des modalités de la convention de fiducie et des restrictions relatives à la propriété de parts par des non-résidents qui sont stipulées dans la convention de fiducie.

Si le FPI n'était pas admissible à titre de « fiducie de fonds commun de placement », les incidences fiscales exposées aux présentes seraient, à certains égards, considérablement et défavorablement différentes. Plus particulièrement, si le FPI cesse d'être admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement, il pourrait être redevable d'un impôt prévu à la partie XII.2 de la Loi de l'impôt. Le paiement de l'impôt prévu à la partie XII.2 par le FPI pourrait avoir des incidences fiscales défavorables pour certains porteurs de parts.

Application des règles relatives aux EIPD

Depuis le 1^{er} janvier 2011, les règles relatives aux EIPD s'appliquent aux fiducies, sauf (entre autres exceptions qui ne s'appliquent pas aux présentes) à celles qui répondent aux critères de l'exception relative aux fiducies de placement immobilier.

S'il ne répond pas aux critères de l'exception relative aux fiducies de placement immobilier, le FPI sera assujéti aux règles relatives aux EIPD et, par conséquent, son régime fiscal et les incidences fiscales découlant d'un placement dans les parts pourraient être différents. Aux termes des règles relatives aux EIPD, une EIPD ne peut déduire quelque partie que ce soit des sommes payables aux porteurs de parts relativement (i) au revenu net global provenant d'entreprises qu'elle exploite au Canada; (ii) au revenu net total (sauf les dividendes imposables reçus par la fiducie) tiré de ses « biens hors portefeuille »; et (iii) aux gains en capital imposables nets globaux qu'elle a réalisés à la disposition de biens hors portefeuille. Sont compris dans les « biens hors portefeuille » les biens canadiens immeubles, réels ou miniers (si, à tout moment au cours de l'année d'imposition, la juste valeur marchande totale des biens canadiens immeubles, réels ou miniers détenus par l'EIPD au Canada excède 50 % de la valeur des capitaux propres de l'EIPD), les biens que l'EIPD (ou que des personnes ou sociétés de personnes avec lesquelles l'EIPD a un lien de dépendance) utilise dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada et les titres d'une « entité déterminée » si l'entité déterminée détient des « biens hors portefeuille » et que l'EIPD détient soit des titres de cette entité dont la juste valeur marchande excède 10 % de la valeur des capitaux propres de l'entité déterminée, soit des titres de cette entité qui, compte tenu des titres d'entités affiliées à l'entité déterminée que l'EIPD détient, ont une juste valeur marchande totale qui excède 50 % de la valeur des capitaux propres de l'EIPD.

Le bénéfice que le FPI ne peut pas déduire en raison des règles relatives aux EIPD serait imposé aux termes de ces règles au taux d'imposition général fédéral des sociétés, majoré d'un taux établi en fonction du taux d'imposition général provincial des sociétés dans chaque province dans laquelle une EIPD a un établissement permanent, sauf le Québec. Une EIPD ayant un établissement au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition sera assujéti à un impôt québécois à un taux généralement égal au taux d'imposition québécois relatif aux sociétés, et une formule de répartition des affaires fondée sur le revenu brut d'une EIPD et les salaires versés par elle, semblable à celle qui est utilisée aux fins de la détermination de l'impôt à payer par une société qui a des activités au Québec et hors du Québec, s'appliquera pour déterminer l'impôt à payer au Québec par une EIPD qui a, dans une année d'imposition, un établissement à la fois au Québec et hors du Québec. L'application au FPI des règles relatives aux EIPD ne modifierait pas le traitement, aux termes de la Loi de l'impôt, des distributions faites au cours d'une année donnée en sus du bénéfice net du FPI pour l'année.

Le revenu d'une EIPD distribué à des porteurs de parts qui n'est pas déductible par l'EIPD sera réputé des dividendes reçus par les porteurs de parts. Conformément aux règles relatives aux EIPD, ces dividendes réputés reçus d'une EIPD seront imposés de la même manière que les dividendes imposables reçus d'une société canadienne imposable. Aux termes de la Loi de l'impôt, ces dividendes réputés reçus par un particulier seront inclus dans le calcul du revenu du particulier pour les besoins de l'impôt et seront assujéti au mécanisme bonifié de majoration des dividendes et de crédit d'impôt pour dividendes normalement applicables aux dividendes admissibles reçus de sociétés canadiennes imposables. Ces dividendes réputés reçus par un porteur qui est une société seront généralement déductibles dans le calcul du bénéfice imposable de la société. Certaines sociétés, y compris des sociétés privées ou des sociétés assujétiées (au sens attribué à ces termes dans la Loi de l'impôt) pourraient devoir payer un impôt remboursable de 33 $\frac{1}{3}$ % aux termes de la partie IV de la Loi de l'impôt sur les dividendes reçus ou réputés reçus, dans la mesure où ces dividendes sont déductibles dans le calcul du bénéfice imposable. En règle générale, les distributions qui constituent des remboursements de capital ne sont pas assujétiées à cet impôt entre les mains de l'EIPD et ne sont pas imposables pour les porteurs, mais servent à réduire le prix de base rajusté des parts du porteur.

Exception relative aux fiducies de placement immobilier

Les règles relatives aux EIPD ne s'appliquent pas à une fiducie qui constitue une « fiducie de placement immobilier » pour l'année (l'« **exception relative aux fiducies de placement immobilier** »).

Le 16 décembre 2010, le ministère des Finances a publié, aux fins de consultation, un projet de modification de la Loi de l'impôt (les « **propositions du 16 décembre 2010** ») concernant le traitement fiscal des fiducies de placement immobilier et, plus particulièrement, les conditions que ces fiducies doivent remplir pour être admissibles à l'exception relative aux fiducies de placement immobilier. Si elles sont adoptées dans leur forme actuelle, les propositions du 16 décembre 2010, qui constituent de façon générale un assouplissement des règles, entreront en vigueur pour l'année d'imposition 2011 et les années d'imposition ultérieures et, au gré des fiducies, elles pourront s'appliquer à des années d'imposition antérieures.

Dans l'hypothèse où les propositions du 16 décembre 2010 sont adoptées dans leur forme actuelle, les conditions suivantes doivent être remplies (la fiducie devant en plus résider au Canada pendant toute l'année d'imposition) pour que la fiducie soit admissible à l'exception relative aux fiducies de placement immobilier pour une année ultérieure à 2010, ainsi que pour une année antérieure à 2011 si la fiducie en fait le choix de la manière et dans les délais prescrits :

- a) à chaque moment de l'année d'imposition, au moins 90 % de la juste valeur marchande totale à ce moment de tous les « biens hors portefeuille » que la fiducie détient sont des « biens admissibles du FPI »;
- b) au moins 90 % du « revenu brut de FPI » de la fiducie pour l'année d'imposition provient d'une ou de plusieurs des sources suivantes : « loyers de biens immeubles ou réels », intérêts, gains en capital provenant de la disposition de « biens immeubles ou réels », dividendes, redevances et gains provenant de la disposition de « biens de revente admissibles »;
- c) au moins 75 % du « revenu brut de FPI » de la fiducie pour l'année d'imposition provient d'une ou de plusieurs des sources suivantes : « loyers de biens immeubles ou réels », intérêts d'hypothèques sur des biens immeubles ou réels et gains en capital provenant de la disposition de « biens immeubles ou réels »;
- d) la juste valeur marchande totale des biens constitués de « biens immeubles ou réels », de sommes, de dépôts bancaires ou de dépôts auprès d'une caisse de crédit, de dettes de sociétés canadiennes représentées par des acceptations bancaires et de titres de créance émis ou garantis par des gouvernements au Canada n'est à aucun moment pendant l'année d'imposition inférieure à 75 % de la « valeur de ses capitaux propres » au moment en cause;
- e) les placements dans la fiducie doivent, en tout temps au cours de l'année d'imposition, être cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou un autre marché public.

Les règles relatives aux EIPD renferment des règles particulières qui permettent généralement à une fiducie d'être admissible à l'exception relative aux fiducies de placement immobilier si elle détient des immeubles indirectement par l'entremise d'entités intermédiaires et que chaque entité intermédiaire satisfait aux conditions a) à d) de l'exception relative aux fiducies de placement immobilier.

Pour l'application des règles relatives aux EIPD et de l'exception relative aux fiducies de placement immobilier (dans l'hypothèse où les propositions du 16 décembre 2010 sont adoptées dans leur forme actuelle) :

- a) un « bien de revente admissible » s'entend d'un bien immeuble ou réel (sauf une immobilisation) d'une entité, dont l'un des titres est détenu par une fiducie dont les placements sont cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou un autre marché public, à l'égard duquel les faits suivants s'avèrent : (i) le bien est contigu à un bien immeuble ou réel donné qui fait partie des immobilisations de l'entité ou d'une autre entité dont la fiducie détient un titre; et (ii) sa détention est nécessaire et accessoire à la détention du bien immeuble ou réel donné;
- b) le « revenu brut de FPI » d'une entité pour une année d'imposition correspond au total des sommes dont chacune représente : (i) soit une somme reçue au cours de l'année d'imposition ou à recevoir au cours de l'année d'imposition (selon la méthode habituellement suivie par l'entité pour le calcul de son revenu) par l'entité autrement qu'à titre de capital; (ii) soit un gain en capital de l'entité pour l'année d'imposition;

- c) un « bien admissible de FPI » d'une fiducie à un moment donné s'entend d'un bien, détenu par la fiducie, qui est à ce moment :
- (i) un « bien immeuble ou réel » (au sens attribué à ce terme ci-dessous) qui fait partie des immobilisations de la fiducie;
 - (ii) un titre d'une « entité déterminée » (au sens attribué à ce terme ci-dessous) dont la totalité ou la presque totalité du revenu brut de FPI (pour l'année d'imposition de l'entité déterminée se terminant dans l'année d'imposition de la fiducie qui comprend ce moment) provient de l'entretien, de l'amélioration, de la location ou de la gestion de biens immeubles ou réels qui sont (A) soit des immobilisations de la fiducie ou d'une entité dont elle détient une action ou dans laquelle elle détient une participation, (B) soit des biens de revente admissibles d'une entité dont la fiducie détient une action ou dans laquelle elle détient une participation;
 - (iii) un titre de toute « entité déterminée » dont les seuls biens sont constitués des biens suivants : (A) le titre de propriété de biens immeubles ou réels de la fiducie ou d'une autre entité déterminée dont l'ensemble des titres sont détenus par la fiducie et (B) des biens personnels tangibles (ou, pour l'application du droit civil, des biens meubles corporels) qui sont accessoires à l'activité de la fiducie qui consiste à tirer un revenu de la location de biens immeubles ou réels et des gains en capital de la disposition de tels biens;
 - (iv) un bien personnel tangible (ou, pour l'application du droit civil, un bien meuble corporel) qui est accessoire à l'activité de la fiducie qui consiste à tirer un revenu de la location de biens immeubles ou réels et des gains en capital de la disposition de tels biens;
- d) les « biens immeubles ou réels » comprennent généralement un titre d'une fiducie qui remplit (ou d'une autre entité qui, si elle était une fiducie, remplirait) les conditions a), b), c) et d) de l'exception relative aux fiducies de placement immobilier (dont il est question ci-dessus) et un intérêt sur certains biens réels ou un droit réel sur certains immeubles, mais excluent les biens amortissables, sauf les biens amortissables compris (autrement que par suite d'un choix) dans la déduction pour amortissement des catégories 1, 3 ou 31, les biens qui sont accessoires à la propriété ou à l'utilisation de tels biens amortissables ou les baux ou les droits de tenure à bail visant les fonds de terre ou de tels biens amortissables;
- e) les « loyers de biens immeubles ou réels » comprennent les loyers et paiements semblables pour l'usage, ou le droit d'usage, de biens immeubles ou réels, les sommes payées contre des services accessoires à la location de biens immeubles ou réels, qui sont habituellement fournis ou rendus dans le cadre de la location de tels biens (les « services accessoires »), y compris, de façon générale, les sommes déterminées payables relativement aux titres qui constituent des biens hors portefeuille qui seraient comprises dans le revenu brut de FPI du porteur de titres dans la mesure où ces sommes déterminées peuvent être raisonnablement considérées comme étant payables par prélèvement sur les loyers de biens immeubles ou réels tirés par le payeur, mais ne comprennent pas les sommes payées contre des services fournis ou rendus, à l'exception des services accessoires, les frais de gestion ou d'exploitation de tels biens, les sommes payées pour l'occupation, l'usage ou le droit d'usage d'une chambre dans un hôtel ou un autre établissement semblable ou le loyer fondé sur les bénéficiaires;
- f) une « entité déterminée » s'entend de ce qui suit : (i) une société résidant au Canada; (ii) une fiducie résidant au Canada; (iii) une société de personnes résidant au Canada; ou (iv) une personne non-résidente ou une société de personnes résidant au Canada dont la principale source de revenu est une ou plusieurs sources situées au Canada.

Si l'exception relative aux fiducies de placement immobilier ne s'applique pas au FPI à un moment donné au cours d'une année (y compris durant l'année d'imposition en cours), les règles relatives aux EIPD (aux termes desquelles le FPI ne pourra plus déduire dans le calcul de son revenu des sommes auparavant déductibles et devra payer des impôts additionnels) auront, dès l'année en cause, un effet important sur le montant des distributions d'encaisse autrement effectuées par le FPI.

Imposition du FPI

L'année d'imposition du FPI correspond à l'année civile. Pour chaque année d'imposition, le FPI est assujéti à l'impôt, aux termes de la Loi de l'impôt, à l'égard de son revenu de l'année, y compris ses gains en capital nets réalisés imposables, calculé conformément aux dispositions détaillées de la Loi de l'impôt, déduction faite de la partie de ce revenu que le FPI déduit pour tenir compte des sommes payées ou payables, ou réputées payées ou payables, dans l'année aux porteurs de parts. Une somme sera considérée comme payable à un porteur de parts au cours d'une année d'imposition si elle est payée au porteur de parts dans l'année par le FPI ou si le porteur de parts a le droit, au cours de l'année, d'exiger le paiement de cette somme.

Le revenu du FPI pour les besoins de la Loi de l'impôt peut comprendre le revenu provenant de la location de ses immeubles locatifs, le revenu qui lui est payable par d'autres fiducies dans lesquelles le FPI détient une participation bénéficiaire, les dividendes reçus de sociétés dont il détient des actions et tous gains en capital imposables ou toute récupération de déduction pour amortissement découlant de la disposition qu'il fait d'immeubles.

Dans le calcul de son revenu pour les besoins de la Loi de l'impôt, le FPI peut déduire les frais d'administration, les intérêts et les autres frais raisonnables qu'il a engagés dans le but de gagner un revenu. Le FPI peut aussi déduire de son revenu pour une année d'imposition donnée 20 % des frais raisonnables qu'il a engagés pour émettre des parts, établis au prorata pour les années d'imposition du FPI qui comptent moins de 365 jours.

La convention de fiducie prévoit que, à la dernière date de distribution d'une année d'imposition, la totalité du bénéfice du FPI (à l'exception des gains en capital nets imposables et du revenu de récupération net), déduction faite des distributions du bénéfice du FPI effectuées pour l'année en cause par le FPI, doit être payé aux porteurs de parts et que les gains en capital nets imposables et le revenu de récupération net du FPI doivent être payés à la dernière date de distribution de l'année d'imposition. La convention de fiducie prévoit en outre que le FPI déduira, aux fins de l'impôt, la somme maximale pouvant être déduite, sauf si les fiduciaires en décident autrement avant la fin de l'année d'imposition en cause. Étant donné que les sommes dont il est fait état ci-dessus payées aux porteurs de parts au cours d'une année peuvent être déduites du revenu du FPI, le FPI ne devrait généralement pas être assujéti à l'impôt sur le revenu à l'égard de son bénéfice et de ses gains en capital nets imposables aux termes de la partie I de la Loi de l'impôt au cours d'une année.

Les pertes subies par le FPI ne peuvent être attribuées aux porteurs de parts, mais le FPI peut les déduire au cours des années ultérieures conformément à la Loi de l'impôt.

La Loi de l'impôt prévoit un impôt spécial, l'impôt prévu à la partie XII.2, sur le revenu de distribution (notamment le revenu provenant de biens immobiliers situés au Canada) de certaines fiducies qui ont des bénéficiaires étrangers ou assimilés (notamment des personnes non résidentes et certaines personnes exonérées d'impôt). Cet impôt spécial ne s'applique pas à une fiducie au cours d'une année d'imposition donnée si elle est une fiducie de fonds commun de placement tout au long de cette année d'imposition. En conséquence, à la condition que le FPI ait le statut de fiducie de fonds commun de placement tout au long d'une année d'imposition donnée, il ne sera pas assujéti à l'impôt spécial au cours de cette année d'imposition.

FACTEURS DE RISQUE ET CONSIDÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Un placement dans les parts comporte certains risques et certaines considérations d'investissement. Les investisseurs devraient examiner attentivement, à la lumière de leur propre situation financière, les facteurs exposés ci-dessous ainsi que les autres renseignements contenus ou intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié.

Risques liés aux activités du FPI

Accès aux capitaux et au financement par emprunt et conjoncture financière mondiale actuelle

Le secteur immobilier est hautement capitalistique. Le FPI devra avoir accès à des capitaux pour entretenir ses immeubles et financer sa stratégie de croissance et les dépenses en immobilisations importantes qu'il engage à l'occasion. Rien ne garantit que le FPI aura accès à des capitaux suffisants (y compris à du financement par emprunt) ni qu'il aura accès à des capitaux (y compris à du financement par emprunt) suivant des modalités favorables, y compris pour financer l'acquisition ou l'aménagement d'immeubles, financer ou refinancer des immeubles ou financer des dépenses d'exploitation. En outre, le FPI pourrait être incapable d'emprunter aux termes de ses facilités de crédit en raison des restrictions sur la création de dettes par le FPI stipulées dans la convention de fiducie. L'incapacité éventuelle du FPI à accéder à des capitaux pourrait avoir une incidence défavorable sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation et entraîner une diminution des liquidités disponibles aux fins de distribution.

La conjoncture et les faits sur le marché, dont les perturbations touchant les marchés du crédit internationaux et régionaux et d'autres systèmes financiers et la détérioration de la situation économique mondiale, pourraient entraver l'accès du FPI aux capitaux (y compris au financement par emprunt) ou en faire augmenter le coût. Les préoccupations constantes que suscitent l'économie, notamment l'incidence de l'inflation, de la déflation ou de la stagflation sur celle-ci et l'incidence systématique de la hausse du chômage, de la volatilité des coûts de l'énergie et des problèmes géopolitiques, ont contribué à accroître la volatilité du marché et à miner la confiance du milieu des affaires et des consommateurs. Cette situation s'est traduite par une augmentation de la volatilité, une baisse des liquidités et un resserrement du crédit. Malgré les diverses mesures instaurées par les gouvernements et les banques centrales, les inquiétudes au sujet de la situation générale des marchés financiers, des instruments financiers, des banques, des banques d'investissement, des compagnies d'assurance et d'autres institutions financières ont fait en sorte, et pourraient dans l'avenir faire en sorte, que les marchés du crédit se sont détériorés, que les marchés boursiers ont subi une baisse importante et que l'économie a subi un ralentissement. En outre, une incertitude considérable entoure la durée de la situation actuelle et la détérioration de celle-ci. L'incapacité éventuelle à réunir des capitaux au moment opportun ou selon des modalités favorables pourrait avoir un effet défavorable important sur la situation financière et les résultats d'exploitation du FPI, de même que sur sa capacité à réaliser des acquisitions et des aménagements.

Financement par emprunt

Le FPI a et continuera d'avoir une dette consolidée importante composée principalement d'emprunts hypothécaires et de la dette contractée aux termes de sa facilité de crédit et de ses débentures. Le FPI entend financer sa stratégie de croissance, y compris ses acquisitions et ses projets d'aménagement, au moyen de son fonds de roulement et de ses liquidités, y compris ses flux de trésorerie liés à l'exploitation, d'emprunts supplémentaires et de la vente de titres de participation ou d'emprunt dans le cadre de placements publics ou privés. Le FPI pourrait être incapable de refinancer sa dette existante ou de renégocier les modalités de remboursement selon des taux favorables. Par ailleurs, de façon générale, les modalités de la dette du FPI comportent des dispositions habituelles qui, en cas de défaut, entraînent la déchéance du terme et restreignent les distributions que peut faire le FPI. Par conséquent, s'il survient un cas de défaut aux termes de la dette ou si la dette ne peut être renouvelée ou refinancée à l'échéance, la capacité du FPI à effectuer des distributions s'en ressentira.

Une partie des flux de trésorerie du FPI est affectée au service de la dette, et rien ne garantit que le FPI continuera de générer des flux de trésorerie liés à l'exploitation suffisants pour effectuer les paiements d'intérêt ou de capital exigés, de sorte qu'il pourrait être obligé de renégocier ces paiements ou d'obtenir du financement supplémentaire, y compris du financement par capitaux propres ou par emprunt. La facilité de crédit actuelle du FPI, d'un montant stipulé de 550,0 millions de dollars, est renouvelable chaque année. Le prochain renouvellement annuel est prévu au cours du premier semestre de 2013.

Le FPI est exposé au risque que ses dettes existantes ne puissent être refinancées à l'échéance ou ne puissent l'être selon des modalités aussi favorables que leurs modalités existantes.

Propriété de biens immobiliers

Tous les investissements immobiliers comportent des risques. Ces investissements sont touchés par la conjoncture économique générale, les marchés immobiliers locaux, la demande de locaux à louer, la concurrence des autres locaux inoccupés, les évaluations municipales et divers autres facteurs. Pour ce qui est du FPI, la concentration des immeubles dans quatre zones géographiques, soit dans les régions métropolitaines de Québec, de Montréal et d'Ottawa ainsi que dans les provinces de l'Atlantique, accroît ce risque.

La valeur des biens immobiliers et de leurs améliorations peut également dépendre de la solvabilité et de la stabilité financière des locataires et du contexte économique dans lequel ils exploitent leur entreprise. L'impossibilité d'un ou de plusieurs locataires principaux ou d'un nombre important de locataires d'honorer leurs obligations aux termes de leurs baux ou l'incapacité de louer à des conditions économiquement favorables une partie importante de la superficie inoccupée des immeubles dans lesquels le FPI détient un intérêt pourraient avoir une incidence défavorable sur le revenu du FPI et le bénéfice distribuable. En cas de défaut d'un locataire, il se pourrait que l'exercice des droits à titre de locateur soit retardé ou limité et que le FPI doive engager des dépenses importantes pour protéger son investissement. De nombreux facteurs auront une incidence sur l'aptitude à louer la superficie inoccupée des immeubles dans lesquels le FPI détient un intérêt, y compris le niveau d'activité économique générale et la concurrence livrée par d'autres propriétaires immobiliers pour attirer des locataires. Il pourrait être nécessaire d'engager des dépenses pour apporter des améliorations ou effectuer des réparations aux immeubles à la demande d'un nouveau locataire. L'incapacité du FPI de louer les locaux inoccupés ou de les louer rapidement ou moyennant des loyers au moins égaux aux loyers actuels aurait vraisemblablement un effet défavorable sur la situation financière du FPI et sur la valeur des immeubles de celui-ci. Ce risque est accru dans le contexte économique actuel.

Certaines dépenses importantes, incluant les impôts fonciers, les frais d'entretien, les versements hypothécaires, le coût des assurances et les charges connexes, doivent être faites pendant tout le temps qu'un bien immobilier est détenu, peu importe que le bien immobilier produise ou non des revenus. Si le FPI n'est pas en mesure d'honorer ses versements hypothécaires sur un bien immobilier, il pourrait subir une perte du fait que le créancier hypothécaire exerce ses recours hypothécaires.

Les investissements immobiliers sont généralement peu liquides, leur degré de liquidité étant généralement lié au rapport entre la demande et l'intérêt perçu pour ce type d'investissement. Ce manque de liquidité pourrait avoir tendance à limiter la capacité du FPI à modifier rapidement la composition de son portefeuille en réaction à l'évolution de la conjoncture économique ou des conditions d'investissement. Si le FPI était dans l'obligation de liquider ses investissements immobiliers, le produit qu'il en tirerait pourrait être nettement inférieur à la valeur comptable globale de ses immeubles.

Le FPI est exposé aux risques liés au financement de la dette, y compris le risque que des financements hypothécaires en place garantis par les immeubles du FPI ne puissent éventuellement être refinancés ou que les modalités d'un tel refinancement ne soient pas aussi favorables que celles des prêts existants. Afin de réduire ce risque au minimum, le FPI essaie de structurer de façon appropriée l'échelonnement de la reconduction des baux des principaux locataires de ses immeubles par rapport au moment où la dette hypothécaire sur ces immeubles doit être refinancée.

Certains des baux des immeubles du FPI comportent des clauses de résiliation anticipée qui, si elles étaient exercées, réduiraient la durée moyenne à courir des baux. Toutefois, l'exercice de ces droits de résiliation comporte généralement une pénalité pour le locataire; de plus, la superficie totale du portefeuille qui y est exposée et les revenus d'exploitation qui en proviennent ne sont pas significatifs.

À court et à long terme, les baux relatifs aux immeubles du FPI, y compris les baux conclus avec d'importants locataires, expireront. Au moment de l'expiration de ces baux, rien ne garantit que le FPI parviendra à les renouveler ni, en cas de renouvellement, qu'il parviendra à obtenir des hausses du tarif de location. Si le FPI n'y parvient pas, cela pourrait avoir un effet défavorable sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation et réduire les liquidités disponibles aux fins de distribution.

Concurrence

Pour obtenir des investissements immobiliers appropriés, le FPI doit livrer concurrence à des particuliers, à des sociétés et à des institutions (tant canadiens qu'étrangers) qui sont actuellement à la recherche ou qui pourront dans l'avenir être à la recherche d'investissements immobiliers semblables à ceux qui intéressent le FPI. Un grand nombre de ces investisseurs disposent de ressources financières plus importantes que celles du FPI, ou ne sont pas assujettis aux restrictions en matière d'investissement ou d'exploitation auxquelles est assujéti le FPI ou sont assujettis à des conditions plus souples. L'augmentation des fonds disponibles aux fins d'investissement et un intérêt accru pour les investissements immobiliers pourraient intensifier la concurrence pour les investissements immobiliers et, en conséquence, entraîner une hausse des prix d'achat et une baisse du rendement de ces investissements.

En outre, de nombreux autres promoteurs, gestionnaires et propriétaires d'immeubles livrent concurrence au FPI pour attirer des locataires. La présence de promoteurs, de gestionnaires et de propriétaires concurrents et la concurrence pour attirer les locataires du FPI pourraient avoir des conséquences défavorables sur la capacité du FPI de louer des locaux dans ses immeubles et sur les loyers demandés et pourraient avoir des conséquences défavorables sur les revenus du FPI et, en conséquence, sur sa capacité d'honorer ses obligations.

Acquisitions

Le plan d'affaires du FPI vise notamment la croissance grâce au repérage d'occasions d'acquisitions appropriées, à la matérialisation de telles occasions, à la réalisation d'acquisitions ainsi qu'à l'exploitation et à la location efficaces des immeubles acquis. Si le FPI n'est pas en mesure de gérer sa croissance efficacement, cela pourrait avoir un effet défavorable sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation et réduire les liquidités disponibles aux fins de distribution. Rien ne garantit l'ampleur de la croissance que connaîtra le FPI grâce à des acquisitions d'immeubles et rien ne garantit que le FPI sera en mesure d'acquérir des actifs d'une façon qui lui permette d'accroître sa valeur ni, par ailleurs, que les distributions aux porteurs de parts augmenteront dans l'avenir.

Aménagement d'immeubles

L'information ayant trait aux projets d'aménagement, aux coûts d'aménagement, au taux de capitalisation et aux rendements estimatifs du FPI pourrait varier par suite de la mise à jour des hypothèses portant notamment, sans s'y limiter, sur les éléments suivants : loyers des locataires, superficie des immeubles, superficies locatives, calendrier d'achèvement et coûts d'achèvement, lesquelles hypothèses sont mises à jour périodiquement selon l'évolution des plans visant les sites, le processus d'appel d'offres du FPI, les négociations continues avec les locataires, la demande d'espace locatif dans les marchés du FPI, l'obtention des permis de construction nécessaires, les discussions en cours avec les municipalités et l'aboutissement des modifications au zonage des propriétés, et ces variations pourraient être importantes. Rien ne garantit que les hypothèses posées à l'égard de chacun de ces éléments se révéleront justes et tout changement d'hypothèse pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la valeur des actifs et les résultats financiers du FPI et avoir une incidence négative sur le rendement des investissements du FPI. Certains projets d'aménagement sont importants pour le FPI, notamment le Complexe Jules-Dallaire.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La direction du FPI dépend des services rendus par certains membres du personnel clé, dont M. Michel Dallaire, président et chef de la direction du FPI. Le départ de tout membre du personnel clé pourrait avoir un effet défavorable important sur le FPI.

Conflits d'intérêts potentiels

Le FPI peut faire l'objet de divers conflits d'intérêts étant donné que le groupe Dallaire, ainsi que ses administrateurs, ses membres de la direction et les personnes avec lesquelles il a des liens, de même que les fiduciaires, exercent une grande variété d'activités dans le domaine de l'immobilier et dans d'autres secteurs d'activités. Le FPI pourrait participer à des opérations qui entrent en conflit avec les intérêts des personnes précitées.

Les fiduciaires peuvent, à l'occasion, traiter avec des personnes, des entreprises, des sociétés ou des institutions avec lesquelles le FPI traite également, ou qui peuvent être à la recherche d'investissements semblables à ceux que recherche le FPI. Les intérêts de ces personnes pourraient entrer en conflit avec ceux du FPI. En outre, ces personnes peuvent, de temps à autre, être en concurrence avec le FPI à l'égard d'occasions d'investissement disponibles.

Toute décision concernant l'application par le FPI des modalités d'une convention conclue par celui-ci avec un fiduciaire qui n'est pas un fiduciaire indépendant, avec le groupe Dallaire ou avec un membre du même groupe que celui-ci, ou avec une personne ayant des liens avec un fiduciaire non indépendant, peut être adoptée par la majorité des fiduciaires indépendants uniquement.

La convention de fiducie contient des dispositions relatives aux « conflits d'intérêts » qui imposent aux fiduciaires l'obligation de divulguer les intérêts importants qu'ils détiennent dans des contrats et des opérations d'importance et de s'abstenir de voter à cet égard. Le FPI a conclu avec les sociétés par actions et les sociétés de personnes constituant le groupe Dallaire, ainsi qu'avec MM. Michel Dallaire et Alain Dallaire, une convention de non-concurrence qui permet de résoudre certains conflits d'intérêts potentiels.

Pertes générales non assurées

Le FPI a souscrit une assurance responsabilité civile générale, y compris des assurances contre les incendies, les inondations et la perte de loyers ainsi que des garanties annexes, dont les modalités, les exclusions et les franchises sont les mêmes que celles qui s'appliquent généralement à des immeubles semblables. Cependant, il existe certains genres de risques (généralement des risques de catastrophe, comme la guerre ou une contamination environnementale) qui ne sont pas assurables ou qui ne peuvent être assurés à un coût économiquement viable. Le FPI a souscrit également une assurance contre les risques de tremblement de terre, sous réserve de certaines exclusions et franchises, et maintiendra cette assurance en vigueur tant qu'il sera économiquement avantageux de le faire. S'il devait subir une perte non assurée ou une perte sous-assurée, le FPI pourrait perdre son investissement dans un ou plusieurs immeubles, de même que les profits et les flux de trésorerie qu'il prévoyait en tirer, mais il continuerait de devoir rembourser toute dette hypothécaire grevant ces immeubles.

Bon nombre de compagnies d'assurance ont éliminé les garanties pour actes de terrorisme de leurs polices, et les emprunteurs pourraient ne pas être en mesure d'obtenir une protection pour des actes terroristes à des taux raisonnables sur le plan commercial ou à quelque prix que ce soit. Les dommages causés à un immeuble en raison d'un acte terroriste ou d'un acte similaire qui n'est pas assuré auraient vraisemblablement un effet défavorable sur la situation financière du FPI et sur ses résultats d'exploitation et réduiraient les liquidités disponibles aux fins de distribution.

Réglementation gouvernementale

Le FPI et ses immeubles sont assujettis à diverses dispositions législatives et réglementaires gouvernementales. Toute modification apportée à ces dispositions ayant des conséquences défavorables pour le FPI et ses immeubles pourrait influencer sur les résultats d'exploitation et les résultats financiers du FPI.

De plus, la législation et les politiques en matière d'environnement et d'écologie ont pris de plus en plus d'importance au cours des dernières décennies. Aux termes de diverses lois, le FPI pourrait être tenu responsable des frais d'enlèvement de certaines substances dangereuses ou toxiques déversées ou libérées dans ses immeubles ou éliminées ailleurs, ainsi que des travaux de remise en état, ou des frais d'autres travaux de remise en état ou travaux préventifs. Le défaut d'enlever ces substances ou d'effectuer des travaux de remise en état ou des travaux préventifs, le cas échéant, pourrait nuire à la capacité du propriétaire à vendre un immeuble ou à emprunter sur la garantie d'un immeuble et pourrait également donner lieu à des réclamations contre le propriétaire par des particuliers ou des organismes gouvernementaux. Malgré ce qui précède, le FPI n'a connaissance d'aucun problème important de non-conformité, ni d'aucune responsabilité ou autre réclamation à l'égard de l'un de ses immeubles, et il n'a connaissance d'aucun problème environnemental concernant l'un de ses immeubles qui, à son avis, pourrait entraîner des dépenses importantes pour le FPI.

Restrictions relatives aux activités

Pour conserver son statut de « fiducie de fonds commun de placement » aux termes de la Loi de l'impôt, le FPI ne peut exercer la plupart des activités d'une entreprise exploitée activement et doit se limiter aux types de placement qu'il a le droit de faire. La convention de fiducie renferme des restrictions en ce sens.

Atteinte et mise en œuvre des objectifs stratégiques

Bien que le FPI se soit donné comme objectif stratégique de revoir son ratio d'endettement afin de le ramener de façon générale à environ 50 % de la valeur comptable brute et de revoir son ratio de distribution pour le porter à environ 90 % de son bénéfice distribuable, rien ne garantit qu'il sera en mesure d'atteindre ces objectifs. Dans le contexte de l'offre visant Canmarc, le FPI pourrait devoir maintenir ou même accroître son ratio d'endettement actuel et maintenir son ratio de distribution actuel. De plus, bien que le FPI ait l'intention d'ajouter l'Ontario à ses marchés cibles dans le cadre de son plan stratégique, rien ne garantit qu'il y parviendra ni que cela lui permettra d'obtenir un niveau de rentabilité similaire à celui de son portefeuille d'actifs actuel ou de réaliser des synergies dans son portefeuille d'actifs actuel.

Facteurs de risque liés à la propriété de parts

Cours

Les parts d'un fonds de placement immobilier inscrites en bourse ne se négocient pas nécessairement à des cours déterminés uniquement d'après la valeur sous-jacente de son actif immobilier. En conséquence, il se pourrait que les parts se négocient à prime ou à escompte par rapport aux valeurs découlant de la valeur estimative initiale des immeubles du fonds ou de leur valeur effective subséquente.

Bien que le FPI ait l'intention de distribuer ses liquidités disponibles aux porteurs de parts, de telles distributions ne sont pas garanties. Le montant réellement distribué dépendra de nombreux facteurs, notamment, la conjoncture financière mondiale actuelle et les perturbations sur le marché, le rendement financier du FPI, ses engagements et obligations relatifs à la dette, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses besoins futurs en capitaux. Le cours des parts pourrait se détériorer si le FPI était incapable de réaliser ses objectifs de distribution de liquidités dans l'avenir.

Le rendement après impôts d'un placement dans les parts pour les porteurs de parts assujettis à l'impôt sur le revenu canadien dépendra, en partie, de la composition aux fins de l'impôt des distributions versées par le FPI (dont des portions pourraient être entièrement ou partiellement imposables ou pourraient constituer un

remboursement de capital non imposable). La composition de ces distributions aux fins de l'impôt pourrait changer au fil du temps, ce qui affecterait le rendement après impôt pour le porteur de parts.

Le rendement annuel des parts, le nombre de parts émises et en circulation et le ratio dividendes/bénéfice du FPI sont quelques-uns des facteurs susceptibles d'influer sur le cours des parts. Une hausse des taux d'intérêt sur le marché pourrait inciter les acheteurs de parts à exiger un rendement annuel supérieur, ce qui pourrait être préjudiciable au cours des parts. Contrairement à ce qui est la norme pour les titres à revenu fixe, le FPI n'est nullement obligé de distribuer un montant fixe aux porteurs de parts et il pourrait arriver que des réductions ou des suspensions de distributions réduisent le rendement en fonction du cours des parts. En outre, le cours des parts peut être influencé par l'évolution de l'état général du marché, les fluctuations sur les marchés des titres participatifs, l'évolution de la conjoncture économique et de nombreux autres facteurs échappant à la volonté du FPI.

Subordination des parts

Advenant la faillite, la liquidation ou la restructuration du FPI ou de l'une de ses filiales, les titulaires de certaines créances et certains fournisseurs auront généralement droit au paiement de leurs réclamations par prélèvement sur l'actif du FPI et de ces filiales avant que celui-ci ne puisse être distribué aux porteurs de parts. Les parts seront dans les faits subordonnées à la plupart des autres dettes et obligations du FPI et de ses filiales. Le pouvoir de contracter d'autres dettes, garanties ou non, n'est limité ni pour le FPI ni pour ses filiales.

Responsabilité des porteurs de parts

La convention de fiducie stipule qu'aucun porteur de parts ou rentier dans le cadre d'un régime dont un porteur de parts est fiduciaire ou émetteur (un « rentier ») ne peut être tenu personnellement responsable à ce titre et qu'aucun recours ne peut être intenté contre les biens personnels d'un porteur de parts ou d'un rentier en règlement d'une obligation ou d'une réclamation découlant d'un contrat ou d'une obligation du FPI ou des fiduciaires. L'intention est que seul l'actif du FPI puisse faire l'objet de procédures de saisie ou d'exécution.

La convention de fiducie stipule en outre que certains actes signés par le FPI (incluant la totalité des hypothèques immobilières et, dans la mesure où les fiduciaires l'estiment possible et conforme à leur obligation en qualité de fiduciaires d'agir au mieux des intérêts des porteurs de parts, d'autres actes prévoyant une obligation importante pour le FPI) doivent prévoir que cette obligation ne lie pas personnellement les porteurs de parts ni les rentiers ou faire l'objet d'une reconnaissance de ce fait. Sauf mauvaise foi ou négligence grave de leur part, ni les porteurs de parts ni les rentiers ne seront tenus personnellement responsables aux termes des lois de la province de Québec à l'égard de réclamations contractuelles fondées sur un acte comportant une telle disposition d'exonération de responsabilité personnelle.

Toutefois, dans la conduite de ses affaires, le FPI fera l'acquisition d'investissements immobiliers, qui seront assujettis aux obligations contractuelles en vigueur, y compris des obligations aux termes d'emprunts hypothécaires et de baux. Les fiduciaires déploieront tous les efforts raisonnables pour que ces obligations, sauf celles qui sont prévues par les baux, soient modifiées de manière à ce qu'elles ne lient pas personnellement les porteurs de parts ou les rentiers. Il est toutefois possible que le FPI ne puisse obtenir une telle modification dans tous les cas. Si le FPI ne règle pas lui-même une réclamation, il existe un risque que le porteur de parts ou le rentier soit tenu personnellement responsable de l'exécution des obligations du FPI en l'absence de l'exonération de responsabilité mentionnée ci-dessus. Il est peu probable que les porteurs de parts ou les rentiers soient tenus personnellement responsables aux termes des lois de la province de Québec à l'égard des réclamations découlant de contrats ne comportant pas une telle exonération de responsabilité.

Le FPI déploiera tous les efforts raisonnables pour obtenir des créanciers hypothécaires ayant consenti des prêts hypothécaires pris en charge des reconnaissances selon lesquelles les obligations découlant de ces prêts hypothécaires ne lieront pas personnellement les fiduciaires, les porteurs de parts ou les rentiers.

Des réclamations peuvent être faites à l'encontre du FPI qui ne découlent pas de contrats, y compris les réclamations en responsabilité délictuelle, les réclamations d'impôt et peut-être certaines autres obligations imposées par la loi. On estime toutefois qu'il est peu probable que la responsabilité personnelle des porteurs de parts soit engagée à cet égard aux termes des lois de la province de Québec; en outre, la nature des activités du FPI est telle que la plupart de ses obligations découlent de contrats et les risques extracontractuels sont pour la plupart assurables. Si un porteur de parts devait acquitter une obligation du FPI, il aurait le droit d'être remboursé sur l'actif disponible du FPI.

L'article 1322 du *Code civil du Québec* prévoit expressément que le bénéficiaire d'une fiducie ne répond envers les tiers du préjudice causé par la faute des fiduciaires de la fiducie dans l'exercice de leurs fonctions qu'à concurrence des avantages qu'il a retirés de l'acte et que, en outre, ces obligations retombent sur le patrimoine fiduciaire. Par conséquent, bien que cette disposition n'ait encore donné lieu à aucune interprétation judiciaire, elle offre néanmoins une protection supplémentaire aux porteurs de parts quant à ces obligations.

Les fiduciaires feront en sorte que les activités du FPI soient exercées, selon les avis des conseillers juridiques, d'une manière et dans des territoires permettant d'éviter, dans la mesure où ils l'estiment possible et dans le respect de leur devoir d'agir au mieux des intérêts des porteurs de parts, tout risque important susceptible d'engager la responsabilité personnelle des porteurs de parts à l'égard de réclamations contre le FPI.

Régime fiscal

Le FPI est actuellement admissible en tant que fiducie de fonds commun de placement pour les besoins de l'impôt sur le revenu. Bien que le montant des distributions demeure à l'appréciation de ses fiduciaires, le FPI a l'intention de distribuer chaque année tout son bénéfice distribuable aux porteurs de parts et n'est pas, d'une manière générale, imposé sur ces montants. En vue de maintenir son statut actuel, le FPI doit se conformer à des restrictions spécifiques concernant ses activités et ses investissements. Si le FPI devait cesser d'être admissible en tant que fiducie de fonds commun de placement cela pourrait entraîner des conséquences significatives et défavorables.

Rien ne garantit que la législation et la réglementation ainsi que les pratiques administratives et en matière de cotisation de l'ARC relativement au traitement des fiducies de fonds commun de placement ne seront pas modifiées d'une manière préjudiciable aux porteurs de parts. Si le FPI devait cesser d'être admissible en tant que fiducie de fonds commun de placement pour l'application de la Loi de l'impôt, les incidences fiscales exprimées dans le présent prospectus simplifié pourraient différer de façon importante et défavorable à certains égards.

Bien que le FPI soit d'avis que toutes les dépenses que ses filiales et lui-même déduiront dans le calcul de leur revenu respectif aux termes de la Loi de l'impôt seront raisonnables et déductibles en conformité avec les dispositions applicables de la Loi de l'impôt, rien ne garantit que la Loi de l'impôt ou son interprétation ne seront pas modifiées, ou que l'ARC acceptera les dépenses déduites.

Aux termes de la législation actuelle, une fiducie de fonds commun de placement ne peut être établie ou maintenue principalement au profit de non-résidents. Selon l'avant-projet de loi que le ministère des Finances a publié le 16 septembre 2004, une fiducie de revenu perdra son statut de fiducie de fonds commun de placement si, à un moment donné après 2004, la juste valeur marchande de l'ensemble de ses parts qui sont détenues par des non-résidents du Canada, ou par des sociétés de personnes qui ne sont pas des « sociétés de personnes canadiennes » pour l'application de la Loi de l'impôt, représente plus de 50 % de la juste valeur marchande globale de toutes ses parts émises et en circulation lorsque plus de 10 % (selon la juste valeur marchande) des biens de cette fiducie constituent certains types de biens canadiens imposables ou certains autres types de biens. Dans ce contexte, une société de personnes ne serait admissible en tant que « société de personnes canadienne » à un moment donné que si tous ses membres sont alors des résidents du Canada. L'avant-projet de loi ne prévoit aucun moyen pour remédier à la perte du statut de fiducie de fonds commun de placement. Le 6 décembre 2004, le ministère des Finances a déposé un avis de motion de voies et moyens concernant notamment d'autres modifications touchant les fiducies de fonds commun de placement. Cet avis ne contenait pas les modifications susmentionnées. Dans un communiqué simultané, le ministère des Finances a annoncé que la mise en œuvre des modifications proposées serait suspendue pour permettre des

consultations additionnelles avec les parties intéressées. L'avis de motion de voies et moyens publié le 6 décembre 2004 concernant la mise en œuvre des propositions fiscales contenues dans le budget fédéral 2004 ne contenait pas cette dernière proposition, et le ministère des Finances a annoncé, dans un communiqué simultané, que d'autres discussions auraient lieu à cet égard avec le secteur privé.

À la date du présent prospectus simplifié, compte tenu de son évaluation des règles relatives aux EIPD, la direction du FPI estime que le FPI remplit actuellement et, à tout moment durant l'année d'imposition en cours, a rempli toutes les conditions requises et est admissible à l'exception relative aux fiducies de placement immobilier. Les règles relatives aux EIPD ne sont entrées en vigueur que récemment et les autorités fiscales et les tribunaux n'ont pas donné de directives précises sur la manière dont ces règles devraient être interprétées. Si l'interprétation que fait la direction de ces règles ne correspond pas à celle des autorités fiscales ou des tribunaux, le FPI ne répondrait pas aux critères donnant droit à l'exception relative aux fiducies de placement immobilier et, en conséquence, les nouvelles règles relatives aux EIPD s'appliqueraient au FPI. La direction a l'intention de prendre toutes les mesures nécessaires pour continuer de remplir ces conditions de façon régulière.

Si l'exception relative aux fiducies de placement immobilier ne s'applique pas au FPI à un moment donné au cours d'une année (y compris durant l'année d'imposition en cours), les règles relatives aux EIPD (aux termes desquelles le FPI ne pourra plus déduire dans le calcul de son revenu des sommes auparavant déductibles et devra payer des impôts additionnels) auront dès l'année en cause un effet important sur le montant des distributions de liquidités autrement effectuées par le FPI.

Dilution

Le FPI est autorisé à émettre un nombre illimité de parts. Les fiduciaires peuvent également, à leur appréciation, émettre des parts supplémentaires dans d'autres circonstances. Des parts supplémentaires pourraient également être émises aux termes du régime de réinvestissement des distributions, du régime d'options d'achat de parts ou de tout autre régime d'intéressement du FPI, ou encore à la conversion des débetures et des parts pouvant être émises au fiduciaire pour les débetures (au sens attribué à ce terme dans l'acte de fiducie) en règlement de l'intérêt sur les débetures. Toute émission de parts pourrait avoir un effet dilutif pour les porteurs de parts.

Restrictions pour certains porteurs de parts et liquidité des parts

La convention de fiducie impose certaines restrictions aux porteurs de parts non-résidents, qui ne peuvent être véritables propriétaires de plus de 49 % des parts. Ces restrictions pourraient restreindre le droit de certains porteurs de parts, notamment les non-résidents du Canada, d'acquérir des parts, d'exercer leurs droits en qualité de porteurs de parts et de lancer et réaliser des offres publiques d'achat visant les parts. Par conséquent, ces restrictions peuvent limiter la demande de certains porteurs de parts pour les parts et, ainsi, avoir une incidence défavorable sur la liquidité et la valeur marchande des parts détenues par le public. Les porteurs de parts qui sont des non-résidents du Canada sont tenus de payer toutes les retenues d'impôt payables à l'égard des distributions faites par le FPI. Le FPI prélève l'impôt qu'il doit prélever aux termes de la Loi de l'impôt et remet les sommes ainsi prélevées à l'administration fiscale, pour le compte du porteur de parts. La Loi de l'impôt prévoit des mesures visant à assujettir les non-résidents du Canada à une retenue d'impôt pour certaines distributions normalement non imposables que les fonds communs de placement canadiens effectuent à des porteurs de parts non-résidents, ce qui pourrait limiter la demande pour les parts et, par conséquent, avoir une incidence sur leur liquidité et leur valeur marchande.

Distributions de liquidités non garanties

Il ne peut être donné aucune garantie quant aux revenus que le FPI tirera de ses immeubles. La capacité du FPI d'effectuer des distributions de liquidités et les montants réels de ces distributions reposeront entièrement sur les activités et les actifs du FPI et de ses filiales ainsi que sur divers facteurs, y compris le rendement financier, les obligations aux termes des facilités de crédit applicables, les fluctuations du fonds de roulement, la durabilité des produits d'exploitation provenant des locataires piliers et les besoins en matière de dépenses en immobilisations. La valeur marchande des parts se détériorera si le FPI se révèle incapable d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés en matière de distributions, et une telle détérioration pourrait être importante. De plus, la composition des distributions

de liquidités à des fins fiscales peut varier au fil du temps et peut avoir une incidence sur le rendement après impôt du placement des investisseurs.

Nature du placement

Les porteurs de parts du FPI ne détiennent pas des actions d'une personne morale. Ils n'ont pas les droits qui sont normalement associés à la propriété d'actions d'une société, comme, par exemple, le droit d'intenter un recours pour conduite abusive ou des actions dérivées. Les droits des porteurs de parts reposent principalement sur la convention de fiducie. Il n'y a aucune loi régissant les affaires du FPI qui équivaut à la LCSA et qui énonce les droits des actionnaires des sociétés dans diverses circonstances.

Facteurs de risque liés à l'acquisition de Canmarc

Certains baux principaux intervenus entre Canmarc et HII pourraient être dénoncés ou résiliés dans le contexte des procédures entreprises par cette dernière aux termes de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (Canada)

Dans le contexte de son premier appel public à l'épargne en 2010, Canmarc a conclu des baux principaux avec HII, à titre de locataire principal, en vue de s'assurer des rentrées stables et prévisibles tirées de certaines superficies locatives. Ces baux principaux sont décrits dans des documents que Canmarc a rendus publics (notamment dans la notice annuelle de Canmarc datée du 31 mars 2011 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010) et qui peuvent être consultés au www.sedar.com. De plus, dans le cadre de ce même premier appel public à l'épargne en 2010, Homburg Realty Fund (199) Limited Partnership, filiale de HII, a convenu, dans certaines circonstances, de verser certaines indemnités à une filiale de Canmarc et de s'acquitter d'autres obligations envers celle-ci, notamment en ce qui concerne le paiement des coûts de remise en état et/ou de surveillance découlant d'éventuels problèmes environnementaux.

La disparition de ces baux principaux pourrait avoir un effet défavorable sur le bénéfice d'exploitation net de Canmarc et sur celui du FPI. Rien ne garantit que ce sera le cas, mais il existe un risque que HII dénonce ou résilie ces baux principaux dans le contexte des procédures qu'elle a entreprises aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada). Les baux principaux et les obligations exposées ci-dessus sont garantis par la mise en gage de 1 300 000 parts de Canmarc. L'éventualité que ces mises en gage soient contestées ou annulées dans le contexte des procédures entreprises par HII aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) pourrait avoir un effet défavorable sur le bénéfice d'exploitation net du FPI.

Responsabilités et recouvrements éventuels de Canmarc associés au Holman Grand Hotel

Le FPI a été informé des faits nouveaux suivants concernant le dossier du Holman Grand Hotel (l'« **hôtel** ») situé à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, et dont HII est le propriétaire et l'exploitant. Le 9 septembre 2011, HII a demandé d'être placée sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada).

Dyne Holdings Limited (« **Dyne** »), qui est devenue une filiale en propriété exclusive indirecte de Canmarc après que celui-ci l'eût acquise auprès de HII en mai 2010 dans le cadre du premier appel public à l'épargne de Canmarc, est le propriétaire du terrain sur lequel l'hôtel a été construit (le « **terrain** »). HII a acquis l'hôtel auprès de Dyne aux termes d'une convention intervenue en avril 2010 et a acquis des droits de locataire sur le terrain aux termes d'un bail foncier intervenu entre Dyne et HII en mai 2010. Conformément aux dispositions du bail foncier, HII a convenu de construire l'hôtel sur le terrain.

En novembre 2008, Dyne a contracté auprès du Prince Edward Island Century 2000 Fund Inc. (le « **Fonds Century** ») un emprunt garanti pour le financement de la construction de l'hôtel (l'« **emprunt** »). L'emprunt est garanti par une hypothèque grevant le terrain et ayant été consentie en faveur du Fonds Century. HII a garanti le paiement de l'emprunt en septembre 2009 puis l'a pris en charge en avril 2010 au moment où Dyne lui a transféré la propriété de l'hôtel dans le cadre du placement ultérieur de Canmarc. À ce moment-là, une somme de 3 740 912 \$

avait été prélevée sur l'emprunt. Dyne a toutefois conservé la responsabilité de l'emprunt et a été indemnisée par HII à cet égard. En outre, HII s'est engagée à faire tous les efforts possibles pour aider Dyne à obtenir de la part du Fonds Century une libération de ses obligations. Canmarc a avisé le FPI que, à ce moment-là, il avait déterminé qu'il n'était plus tenu de refléter l'emprunt dans ses états financiers puisque celui-ci avait été pris en charge par HII.

En date du 30 septembre 2011, l'encours de cet emprunt s'élevait à 14 725 211 \$.

Canmarc a également avisé le FPI que HII est en défaut aux termes du bail foncier et de l'emprunt qu'il a pris en charge et que, à la fin de novembre 2011, Dyne a reçu du Fonds Century un avis écrit selon lequel elle était en défaut aux termes de l'emprunt. Aucune procédure d'exécution n'a été engagée à l'égard de l'emprunt. Canmarc est en pourparlers sérieux avec le Fonds Century et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard pour régler la situation actuelle. On s'attend à ce que ce dossier se règle à l'amiable.

Canmarc a par ailleurs informé le FPI que, en date du 30 septembre 2011, outre l'emprunt, des privilèges relatifs à la construction de l'hôtel par HII, au montant total de 548 892 \$, avaient été inscrits à l'encontre de l'intérêt franc de Dyne dans le terrain. À cette date, Canmarc s'attendait à pouvoir recouvrer, à l'égard de l'hôtel et du terrain, des sommes suffisantes, si cela se révélait nécessaire pour que l'emprunt et les passifs connexes de Dyne n'aient pas d'incidence importante sur lui. En outre, Canmarc a déterminé que, si Dyne devait subir une perte, celle-ci serait d'au plus cinq millions de dollars, approximativement.

Canmarc a informé le FPI que, compte tenu de la situation de HII, notamment sa situation financière, il a l'intention de tenir compte de l'emprunt et des recouvrements éventuels dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2011 et d'inscrire les dettes fournisseurs liées à la construction soit dans une note relative aux passifs éventuels, soit dans le passif. Toute différence entre le passif constaté dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 et le montant estimatif des recouvrements sera comptabilisée comme une perte de valeur.

À l'heure actuelle, les dettes fournisseurs de HII liées à la construction prétendument garanties par un privilège grevant l'intérêt franc de Dyne dans le terrain totalisent environ 3,1 millions de dollars. Selon des conseils juridiques provisoires reçus par Canmarc, la prétendue responsabilité de Dyne au titre des dettes fournisseurs qui dépasse la valeur de l'intérêt franc de celle-ci à l'égard du terrain semble sans fondement. Canmarc a l'intention de contester les réclamations.

Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée quant aux sommes qui pourraient être recouvrées auprès de HII ni au moment où ces recouvrements pourraient avoir lieu.

Le FPI se fonde, sans faire de vérification, sur l'information concernant Canmarc qui a été incluse dans le présent prospectus simplifié ou qui pourrait en avoir été omise

En date du présent prospectus simplifié, le FPI et les preneurs fermes ont eu un accès limité aux documents comptables non publics de Canmarc. Par conséquent, la quasi-totalité de l'information concernant Canmarc qui figure dans les présentes, y compris toute l'information financière de Canmarc et toute l'information financière pro forma fondée sur l'information financière de Canmarc, repose presque exclusivement sur des documents que Canmarc a rendus publics et qu'il a déposés auprès des Autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières. Sous réserve de ce qui est indiqué dans le présent prospectus simplifié sous la rubrique « Facteurs de risque et considérations d'investissement – Responsabilités et recouvrements éventuels de Canmarc associés au Holman Grand Hotel » ci-dessus, rien, à la connaissance du FPI, n'indique que l'information publique de Canmarc est inexacte ou incomplète; toutefois, toute inexactitude ou omission importante dans l'information publique de Canmarc, y compris dans l'information ayant trait à Canmarc qui figure dans les présentes, pourrait entraîner des responsabilités ou des charges imprévues, faire augmenter le coût de l'intégration des activités de Canmarc à celles du FPI ou avoir une incidence défavorable sur les plans opérationnels ou les perspectives de l'entité issue du regroupement ainsi que sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, l'information financière pro forma pourrait différer de celle qui aurait été compilée et présentée si la direction du FPI, ses auditeurs indépendants et les preneurs fermes avaient eu accès à toute l'information pertinente.

Le regroupement du FPI et de Canmarc pourrait ne pas engendrer les bénéfices escomptés, ou ne pas les engendrer dans les délais prévus, en raison de difficultés ou de retards imprévus dans l'intégration des deux sociétés

Le FPI s'attend à ce que le regroupement du FPI et de Canmarc ait pour effet de générer un potentiel de croissance et de création de valeur à long terme supérieur à ce que chacune des sociétés aurait pu générer de façon autonome. Cette expectative repose en partie sur l'augmentation présumée de la capacité financière de l'entité issue du regroupement et de son accès aux capitaux, ainsi que sur certaines synergies présumées tirées du regroupement, dont la suppression de la capacité excédentaire des installations de fabrication et l'élimination du chevauchement des installations de service, de certains coûts que doit engager Canmarc en tant que société ouverte et du dédoublement des charges des sièges sociaux, des frais généraux et des frais d'administration. Ces bénéfices et ces synergies escomptés dépendront en partie de l'efficacité et de l'efficience de l'intégration des activités, des systèmes, de la direction et de la culture d'entreprise de Canmarc et du FPI, de même que de la mesure dans laquelle les sources ou les fondements prévus des synergies produiront les avantages escomptés. La plupart des décisions opérationnelles et stratégiques, ainsi que certaines décisions touchant la dotation en personnel, relatives à l'entité issue du regroupement n'ont pas encore été prises et les points nécessitant une décision n'ont peut-être pas tous été cernés. Ces décisions ainsi que l'intégration des deux entités poseront des défis importants à la direction, notamment l'intégration des systèmes et du personnel des deux entités, et elles présenteront des risques particuliers, dont d'éventuelles obligations ou charges imprévues, d'importantes radiations ou charges de réorganisation non récurrentes et la perte d'employés clés. En outre, le FPI examine actuellement le portefeuille de Canmarc et pourrait, par suite de cet examen, réaliser des aliénations ou des acquisitions complémentaires. Rien ne garantit que l'entité issue du regroupement réalisera des synergies opérationnelles ou autres, ni que l'intégration des activités, des systèmes, de la direction, du personnel et de la culture d'entreprise des deux entités sera accomplie efficacement ou en temps opportun ou qu'elle engendrera en définitive les bénéfices escomptés. Le processus d'intégration pourrait entraîner des coûts d'exploitation plus élevés que prévus, provoquer la perte de clients et perturber les activités (notamment en rendant difficile le maintien des relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs), ce qui pourrait nuire à la capacité de l'entité issue du regroupement de réaliser les synergies et de tirer les bénéfices escomptés du regroupement ou avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, les résultats d'exploitation et/ou la situation financière du FPI.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

Certaines questions d'ordre juridique relatives à l'émission des parts offertes par les présentes seront examinées par Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte du FPI, et par Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L., pour le compte des preneurs fermes. À la date du présent prospectus simplifié, les associés et les autres avocats du cabinet Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l., en tant que groupe, et les associés et les autres avocats du cabinet Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L., en tant que groupe, étaient véritables propriétaires ou propriétaires inscrits de moins de 1 % des parts en circulation.

AUDITEURS, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Les auditeurs du FPI sont PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Les auditeurs de Canmarc sont RSM Richter Chamberland S.E.N.C.R.L.

L'agent chargé de la tenue des registres et l'agent des transferts pour les parts sont Services aux investisseurs Computershare inc., à ses bureaux principaux de Montréal et de Toronto.

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Dans plusieurs provinces, la législation permet également au souscripteur ou à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus contient de l'information fautive ou trompeuse ou ne lui a pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

CONSETEMENT DE L'AUDITEUR

Nous avons lu le prospectus simplifié de Fonds de placement immobilier Cominar (le « **FPI** ») daté du 21 février 2012 relatif à l'émission et à la vente de 7 973 000 parts du FPI. Nous nous sommes conformés aux normes généralement reconnues du Canada concernant l'intervention de l'auditeur sur des documents de placement.

Nous consentons à ce que soit intégré par renvoi dans le prospectus susmentionné notre rapport aux porteurs de parts du FPI portant sur le bilan consolidé du FPI au 31 décembre 2010 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, de l'avoir des porteurs de parts et des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2010. Notre rapport est daté du 2 mars 2011.

(signé) *PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

Comptables agréés
Québec (Canada)
Le 21 février 2012

CONSETEMENT DES ANCIENS AUDITEURS

Nous avons lu le prospectus simplifié du Fonds de placement immobilier Cominar (le « **FPI** ») daté du 21 février 2012 relatif à l'émission et à la vente de 7 973 000 parts du FPI. Nous nous sommes conformés aux normes généralement reconnues du Canada concernant l'intervention de l'auditeur sur des documents de placement.

Nous consentons à ce que soit intégré par renvoi dans le prospectus susmentionné notre rapport aux porteurs de parts du FPI portant sur le bilan consolidé du FPI au 31 décembre 2009, et sur les états consolidés des résultats et du résultat étendu, de l'avoir des porteurs de parts et des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Notre rapport est daté du 16 février 2010 (le 10 mars 2010 pour la note 24b).

(signé) *Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.*¹
Comptables agréés
Québec, Canada
Le 21 février 2012

¹ CA auditeur permis n° 10845

CONSETEMENT DES AUDITEURS DE CANMARC

Nous avons lu le prospectus simplifié du Fonds de placement immobilier Cominar (le « **FPI** ») daté du 21 février 2012 relatif à l'émission et à la vente de 7 973 000 parts du FPI. Nous nous sommes conformés aux normes généralement reconnues du Canada concernant l'intervention de l'auditeur sur des documents de placement.

Nous consentons à ce que soit intégré par renvoi dans le prospectus susmentionné notre rapport aux porteurs de parts de Canmarc sur le bilan consolidé du Fonds de placement immobilier Canmarc (antérieurement appelé Fonds de placement immobilier Homburg Canada) au 31 décembre 2010 ainsi que les états consolidés des résultats et du résultat étendu, de l'avoir des porteurs de parts et des flux de trésorerie de la période allant du 25 mai au 31 décembre 2010. Notre rapport est daté du 16 février 2011.

(signé) *RSM Richter Chamberland S.E.N.C.R.L.*¹

Comptables agréés
Québec, Canada
Le 21 février 2012

¹ CA auditeur permis n° 10890

ANNEXE I

**Fonds de placement immobilier
Cominar**

États financiers consolidés pro forma
30 septembre 2011
(non audité)

Fonds de placement immobilier Cominar
État consolidé de la situation financière pro forma
30 septembre 2011

(établi conformément aux IFRS)
(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

	Fonds de placement immobilier Cominar \$	Fonds de placement immobilier Canmarc \$	Note	Ajustements pro forma \$	État de la situation financière pro forma \$
Actif					
Immeubles de placement	2 405 008	1 291 563		-	3 696 571
Immeubles productifs de revenu	78 564	-		-	78 564
Immeubles en développement	44 798	-		-	44 798
Terrains détenus pour développement futur	2 528 370	1 291 563		-	3 819 933
Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	-	64 850		-	64 850
Immobilisations corporelles	-	4 369	2 (h)	(4 369)	-
Placement à long terme	-	15 939		-	15 939
Autres actifs non courants	-	1 211	2 (h)	(1 211)	-
Immobilisations incorporelles	-	867	2 (h)	(867)	-
Goodwill	9 380	-	2 (e)	257 702	267 082
Frais payés d'avance et autres actifs	48 614	13 927	2 (b)	(28 968)	42 730
			2 (f)	3 921	
			2 (h)	4 369	
			2 (h)	867	
Débiteurs	14 134	12 887	2 (h)	1 211	28 232
Impôt à recouvrer	54	-		-	54
Liquidités soumises à restrictions	-	26 921		-	26 921
Trésorerie	-	-	2 (a)	73 658	-
			2 (c)	(73 658)	-
	2 600 552	1 432 534		232 655	4 265 741
Passif					
Emprunts hypothécaires	853 055	705 540	2 (e)	41 000	1 599 595
Débetures convertibles	394 119	-		-	394 119
Emprunts bancaires	171 515	7 013	2 (a)	(171 515)	315 062
			2 (c)	(7 013)	
			2 (c)	482 769	
			2 (d)	(167 707)	
Régime incitatif à long terme	-	739	2 (g)	(739)	-
Créditeurs et charges à payer	30 665	26 439		-	57 104
Passif d'impôt différé	7 865	-		-	7 865
Distributions payables aux porteurs de parts	7 689	3 768		-	11 457
	1 464 908	743 499		176 795	2 385 202
Avoir des porteurs de parts	1 135 644	689 035	2 (a)(d)	412 880	1 880 539
			2 (g)	(357 020)	-
Total du passif et de l'avoir des porteurs de parts	2 600 552	1 432 534		232 655	4 265 741

À moins qu'ils ne soient autrement définis ci-après, tous les mots et expressions en majuscules ont le sens qui leur est attribué dans le présent prospectus.

Fonds de placement immobilier Cominar

Compte consolidé de résultat pro forma

Période de neuf mois close le 30 septembre 2011

(établi conformément aux IFRS)

(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

	Fonds de placement immobilier Cominar \$	Fonds de placement immobilier Canmarc \$	Note	Ajustements pro forma \$	Compte de résultat pro forma \$
Produits tirés des activités opérationnelles					
Produits tirés des immeubles de placement	239 758	137 781		-	377 539
Charges opérationnelles	(102 251)	(66 394)	3 (c) 3 (c)	(312) (259)	(169 216)
Résultat opérationnel net	137 507	71 387		(571)	208 323
Charge financière	(50 158)	(27 551)	3 (a) 3 (a) 3 (a) 3 (a)	(7 325) (1 176) 6 685 3 337	(76 188)
Frais d'administration du Fonds	(4 266)	(7 543)	3 (c)	(578)	(12 387)
Autres produits	-	2 993		-	2 993
Régime incitatif à long terme	-	(578)	3 (c)	578	-
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	(312)	3 (c)	312	-
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	-	(259)	3 (c)	259	-
Distributions – parts de société en commandite de catégorie B	-	(1 719)	3 (b)	1 719	-
Ajustement de juste valeur – parts de société en commandite de catégorie B	-	(254)	3 (b)	254	-
Ajustement de juste valeur – immeubles de placement	-	(687)		-	(687)
Perte sur cession d'immeubles de placement	-	(298)		-	(298)
Coûts de transaction – regroupement d'entreprises	(646)	-		-	(646)
Résultat avant impôt sur le résultat	82 437	35 179		3 494	121 110
Impôt sur le résultat					
À recouvrer	78	-		-	78
Différé	(757)	-		-	(757)
	(679)	-		-	(679)
Résultat net	81 758	35 179		3 494	120 431
Résultat net par part (note 5)					
De base	1,29				1,21
Dilué	1,28				1,21

Fonds de placement immobilier Cominar

Compte consolidé de résultat pro forma

Exercice clos le 31 décembre 2010

(établi conformément aux IFRS)

(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

	Fonds de placement immobilier Cominar \$	Fonds de placement immobilier Canmarc Période du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010 (note 6) \$	Note	Ajustements pro forma \$	Compte de résultat pro forma \$
Produits tirés des activités opérationnelles					
Produits tirés des immeubles de placement	282 385	92 759		-	375 144
Charges opérationnelles	<u>(117 627)</u>	<u>(44 523)</u>	4 (d)	<u>(956)</u>	<u>(163 106)</u>
Résultat opérationnel net	164 758	48 236		(956)	212 038
Charge financière	(56 636)	(19 751)	4 (a) 4 (a) 4 (a) 4 (a)	(5 914) (950) 5 397 1 768	(76 086)
Frais d'administration du Fonds	(5 315)	(4 299)	4 (d)	(160)	(9 774)
Distributions – placement à long terme	-	943	4 (d)	(943)	-
Autres produits	-	1 078	4 (d)	943	2 021
Charge de rémunération fondée sur des parts	-	(160)	4 (d)	160	-
Dotation aux amortissements	-	(956)	4 (d)	956	-
Regroupement d'entreprises, profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses	-	141 043	4 (b)	(141 043)	-
Ajustement des immeubles de placement à la juste valeur	7 198	(4 064)		-	3 134
Ajustement de juste valeur et charges liées aux distributions – Parts de société en commandite de catégorie B	-	(4 536)	4 (c)	4 536	-
Coûts de transaction – regroupement d'entreprises	<u>(685)</u>	<u>(4 957)</u>	4 (b)	<u>4 957</u>	<u>(685)</u>
Résultat avant impôt sur le résultat	<u>109 320</u>	<u>152 577</u>		<u>(131 249)</u>	<u>130 648</u>
Impôt sur le résultat					
Exigible	(80)	-		-	(80)
Différé	<u>(446)</u>	-		-	<u>(446)</u>
	<u>(526)</u>	-		-	<u>(526)</u>
Résultat net	<u>108 794</u>	<u>152 577</u>		<u>(131 249)</u>	<u>130 122</u>
Résultat net par part					
De base	<u>1,81</u>				<u>1,59</u>
Dilué	<u>1,80</u>				<u>1,59</u>

Fonds de placement immobilier Cominar

Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma (non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

1 Mode de présentation

L'état consolidé de la situation financière pro forma non audité et les comptes consolidés de résultat pro forma non audités de Fonds de placement immobilier Cominar (« Cominar » ou le « Fonds ») au 30 septembre 2011 et pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 et l'exercice clos le 31 décembre 2010 ont été établis par la direction de Cominar pour donner effet à l'Acquisition (l'« Acquisition ») de toutes les parts émises et en circulation de Fonds de placement immobilier Canmarc (« Canmarc ») par Cominar, à partir des hypothèses et ajustements décrits ci-après.

De l'avis de la direction, l'état consolidé de la situation financière pro forma non audité et les comptes consolidés de résultat pro forma non audités au 30 septembre 2011 et pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 et l'exercice clos le 31 décembre 2010 tiennent compte de tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des transactions conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et ce, de façon conforme aux méthodes comptables appliquées par Cominar dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 septembre 2011.

Les états financiers consolidés pro forma non audités ne reflètent pas nécessairement la situation financière qui aurait eu cours ou le résultat opérationnel qui aurait été obtenu si les transactions avaient eu lieu aux dates indiquées, et ils peuvent ne pas être représentatifs de la situation financière ou du résultat opérationnel de périodes futures. Les états financiers consolidés pro forma non audités ne constituent pas des prévisions ou des projections de résultats futurs. La situation financière et le résultat opérationnel réels du Fonds pour toute période subséquente à la clôture de l'Acquisition pourraient différer des montants figurant dans les états financiers consolidés pro forma non audités, et ces variations pourraient être importantes.

Les états financiers consolidés pro forma non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités de Cominar au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date, ainsi qu'au 30 septembre 2011 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, ces deux jeux d'états financiers ayant été préparés conformément à la norme IAS 34, « *Information financière intermédiaire* » (« IAS 34 »), les états financiers consolidés intermédiaires non audités de Canmarc au 30 septembre 2011 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, préparés conformément à la norme IAS 34, de même qu'avec les états financiers consolidés audités de Cominar au 31 décembre 2010 et pour l'exercice clos à cette date et les états financiers consolidés audités de Canmarc (auparavant Homburg Canada Real Estate Investment Trust) au 31 décembre 2010 et pour la période du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010, ces deux jeux d'états financiers ayant été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada ») avant la transition aux IFRS.

L'état consolidé de la situation financière pro forma non audité au 30 septembre 2011 a été préparé à partir d'informations tirées de l'état consolidé de la situation financière non audité de Cominar au 30 septembre 2011, de l'état consolidé de la situation financière non audité de Canmarc au 30 septembre 2011, et des ajustements et hypothèses décrits ci-après. L'état consolidé de la situation financière consolidé pro forma non audité tient compte de l'Acquisition comme si elle avait eu lieu le 30 septembre 2011.

Fonds de placement immobilier Cominar

Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma (non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 a été préparé à partir d'informations tirées de l'état consolidé du résultat global non audité de Cominar pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, du compte de résultat consolidé non audité de Canmarc pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, et des ajustements et hypothèses décrits ci-après. Le compte de résultat consolidé pro forma non audité pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 tient compte de l'Acquisition comme si elle avait eu lieu le 25 mai 2010, soit la date de création de Canmarc.

Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 a été préparé à partir d'informations tirées de l'état consolidé du résultat étendu non audité de Cominar pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, comme il est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Cominar au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date, concurremment avec la première application des IFRS par Cominar, de l'état du résultat et du résultat étendu consolidés audités de Canmarc pour la période du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010 établis conformément aux PCGR du Canada, du rapprochement non audité du résultat net et du résultat étendu de Canmarc pour la période du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010, comme il est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités de Canmarc au 30 septembre 2011 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, concurremment avec la première application des IFRS par Canmarc, et des ajustements et hypothèses décrits ci-après. Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 tient compte de l'Acquisition comme si elle avait eu lieu le 25 mai 2010, soit la date de création de Canmarc.

2 Hypothèses pro forma et ajustements à l'état de la situation financière consolidé

a) Appels publics à l'épargne antérieurs visant les parts de Cominar

Le 20 octobre 2011, Cominar a émis 5 207 000 parts pour un produit net de 107 472 \$ dans le cadre d'un appel public à l'épargne. Le 22 décembre 2011, Cominar a émis 6 594 100 parts pour un produit net de 137 701 \$ dans le cadre d'un appel public à l'épargne. Le produit net tiré de ces appels publics à l'épargne a été affecté au remboursement des emprunts bancaires de Cominar aux termes des facilités de crédit en vigueur, et l'excédent est présumé être conservé en trésorerie aux fins générales de l'entreprise. Ces appels publics à l'épargne sont pris en compte dans les ajustements pro forma puisqu'ils ont une incidence directe sur les montants devant être prélevés aux termes des facilités de crédit dans le cadre de l'Acquisition et du refinancement des facilités de crédit de Canmarc.

b) Acquisition antérieure des parts de Canmarc par Cominar

Au 30 septembre 2011, Cominar détenait 2 372 500 parts de Canmarc. Le placement dans les parts de Canmarc est comptabilisé au montant de 28 968 \$ dans les Frais payés d'avance et autres actifs de Cominar au 30 septembre 2011.

Fonds de placement immobilier Cominar
Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma
(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

c) Acquisition de Canmarc et refinancement des facilités de crédit de Canmarc

Le 30 septembre 2011, Cominar détenait déjà 2 372 500 parts de Canmarc. Au cours de la période du 1^{er} octobre 2011 au 28 novembre 2011, Cominar a acheté, dans le cadre de transactions sur le marché, 5 891 430 parts de Canmarc pour un prix total de 86 832 \$. Le 27 janvier 2012, Cominar a acheté, dans le cadre de son offre d'achat, 20 664 359 parts de Canmarc pour une contrepartie en trésorerie de 16,50 \$ par part de Canmarc et 17 028 468 parts de Canmarc en échange de l'émission de 12 953 556 parts de Cominar. Le 7 février 2012, Cominar a acheté, dans le cadre de son offre d'achat, 3 348 929 parts de Canmarc, pour une contrepartie en trésorerie de 16,50 \$ la part de Canmarc, et 2 759 679 parts de Canmarc en échange de l'émission de 2 099 287 parts de Cominar. Afin de réaliser l'achat dans le cadre du processus d'acquisition forcée, pour lequel un avis a été publié le 10 février 2012, aux termes de la déclaration de fiducie de Canmarc, de la totalité des 54 784 294 parts de Canmarc émises et en circulation au 30 septembre 2011, auxquelles s'ajoutent 154 182 parts provenant du régime incitatif à long terme de Canmarc qui sont acquises à la prise de contrôle, il est présumé que Cominar achète 1 627 999 parts de Canmarc pour une contrepartie en trésorerie de 16,50 \$ la part de Canmarc et qu'elle achète les parts résiduelles de Canmarc, soit 1 245 112, en échange de l'émission de 947 157 parts de Cominar. La contrepartie totale versée pour les parts de Canmarc qui n'étaient pas détenues le 30 septembre 2011, y compris les coûts liés à l'Acquisition de 39 501 \$, est de 896 454 \$. Les coûts liés à l'Acquisition comprennent des coûts de transaction de 33 314 \$ qui sont imputés directement à l'avoir des porteurs de parts. Ces coûts seront radiés par le biais du résultat net, mais aucun ajustement pro forma n'a été apporté aux comptes consolidés de résultat pro forma à cet égard, étant donné qu'ils ne sont pas récurrents et sont directement attribuables à l'Acquisition.

En ce qui concerne Cominar, la disponibilité et l'utilisation des fonds après la clôture de l'Acquisition se détaillent comme suit :

	\$
Parts émises (16 000 000 x 21,69 \$)	347 040
Emprunt renouvelable (note 2f)	482 769
Trésorerie disponible (note 2a)	73 658
Refinancement des facilités de crédit de Canmarc	(7 013)
Contrepartie payée comprenant les coûts liés à l'Acquisition	896 454

d) Convention de prise ferme

Le 14 février 2012, Cominar a convenu de vendre, et les preneurs fermes ont convenu d'acheter, 7 973 000 parts pour un produit net de 167 707 \$ (compte non tenu de l'exercice de l'option de surallocation) aux termes d'une convention de prise ferme (la « convention de prise ferme »). Le produit net de la convention de prise ferme devrait servir à réduire l'emprunt renouvelable.

Fonds de placement immobilier Cominar
Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma
(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

e) Goodwill

L'Acquisition est inscrite au prix d'achat, et l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actifs nets acquis a été attribué aux emprunts hypothécaires et au goodwill. Au 30 septembre 2011, la juste valeur des emprunts hypothécaires est de 746 540 \$, soit 41 000 \$ de plus que la valeur comptable selon les états financiers intermédiaires non audités de Canmarc. La répartition du prix d'achat est préliminaire. La répartition de la juste valeur des actifs nets acquis et du goodwill pourrait différer une fois que la répartition du prix d'achat sera finalisée.

	\$	\$
Prix d'achat		
• 21 033 259 parts de Canmarc payables par l'émission de 16 000 000 parts de Cominar x 21,69 \$	347 040	
• 5 891 430 parts de Canmarc acquises contre trésorerie du 1 ^{er} octobre 2011 au 28 novembre 2011 x 16,50 \$	97 209	
• 25 641 287 parts de Canmarc acquises contre trésorerie x 16,50 \$	423 081	
• 2 372 500 parts de Canmarc déjà détenues x 16,50 \$	39 146	906 476
Moins : Avoir des porteurs de parts de Canmarc au 30 septembre 2011	689 035	
Conversion du régime incitatif à long terme lors du changement de contrôle	739	
Ajustement des emprunts hypothécaires à la juste valeur	(41 000)	648 774
Ajustement du goodwill		257 702

f) Emprunts bancaires au titre de l'Acquisition

Cominar a conclu une convention de facilités de crédit. En vertu de cette convention, il est présumé qu'en vue des transactions décrites en c), le Fonds prélèvera, à même l'emprunt renouvelable, un premier montant de 482 769 \$ portant intérêt à taux variable et remboursable sur des périodes de 2 et 3 ans.

Comme il est décrit en d) ci-dessus, Cominar devrait réunir un produit net de 167 707 \$ aux termes de la convention de prise ferme. Ce produit net devrait servir à réduire l'emprunt renouvelable.

Les frais de financement liés aux facilités de crédit s'élèvent à 6 187 \$. Les frais de financement de 3 921 \$ liés à l'emprunt renouvelable sont classés à titre d'actif dans les Frais payés d'avance et autres actifs et seront amortis sur la durée respective de chacune des facilités de crédit. Les frais de financement de 2 266 \$ liés à la tranche non utilisée du crédit-relais sur capitaux propres et à la tranche inutilisée du crédit-relais hypothécaire seront radiés du résultat net, mais aucun ajustement pro forma n'a été inscrit à cet égard au compte consolidé de résultat puisque ces frais seront considérés comme des charges non récurrentes directement attribuables à l'Acquisition.

Fonds de placement immobilier Cominar
Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma
(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

g) Avoir des porteurs de parts

L'ajustement pro forma de l'avoir des porteurs de parts découlant de l'Acquisition se résume comme suit :

	\$
Parts émises (16 000 000 x 21,69 \$) (note 2 c) et e))	347 040
Élimination de l'avoir des porteurs de parts de Canmarc (note 2 e))	(689 035)
Coûts de transaction (note 2 c))	(33 314)
Conversion du régime incitatif à long terme lors du changement de contrôle (note 2 c) et e))	739
Élimination du régime incitatif à long terme inclus dans l'avoir des porteurs de parts	(739)
Radiation des frais de financement du crédit-relais sur capitaux propres et du crédit-relais hypothécaire (note 2 f))	(2 266)
Augmentation de la juste valeur des parts de Canmarc détenues et acquises par Cominar (note 2 b) et c))	20 555
	(357 020)

h) Reclassements

Certains postes de Canmarc ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des postes de Cominar.

3 Hypothèses pro forma et ajustements au compte de résultat pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011

a) Charge financière

La charge financière a été ajustée afin de tenir compte de la charge d'intérêts liée au financement du Fonds pour l'Acquisition et au refinancement décrit à la note 2 f) et de l'amortissement des frais de financement pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011. La charge d'intérêts relative aux facilités de crédit s'établirait à un montant total de 7 325 \$.

La charge d'amortissement relative aux frais de financement connexes totalise 1 176 \$.

Un ajustement a été effectué pour refléter l'amortissement de l'augmentation de la juste valeur, soit 41 000 \$, des emprunts hypothécaires de Canmarc sur leur durée de vie résiduelle estimée à 4,6 ans. Ce montant de 6 685 \$ a été présenté en réduction de la charge financière.

La charge d'intérêts liée aux emprunts bancaires de Cominar et de Canmarc a été éliminée puisque ceux-ci sont présumés avoir été remboursés et refinancés au 25 mai 2010, comme il est mentionné aux notes 2a) et 2c), respectivement.

Fonds de placement immobilier Cominar
Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma
(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

b) Parts de société en commandite de catégorie B

Au 30 septembre 2011, toutes les parts de société en commandite de catégorie B émises par une filiale de Canmarc ont été échangées contre des parts de Canmarc. L'ajustement a pour effet d'éliminer les frais liés aux distributions et à l'ajustement de la juste valeur des parts de société en commandite de catégorie B.

c) Reclassements

Certains postes de Canmarc ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des postes de Cominar.

4 Hypothèses pro forma et ajustements au compte de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2010

a) Charge financière

La charge financière a été ajustée afin de tenir compte de la charge d'intérêts liée au financement du Fonds pour l'Acquisition et au refinancement décrit à la note 2 f) et de l'amortissement des frais de financement pour la période du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010. La charge d'intérêts relative aux facilités de crédit s'établirait à un montant total de 5 914 \$.

La charge d'amortissement relative aux frais de financement connexes totalise 950 \$.

Un ajustement a été effectué pour refléter l'amortissement de l'augmentation de la juste valeur, soit 41 000 \$, des emprunts hypothécaires de Canmarc sur leur durée de vie résiduelle estimée à 4,6 ans. Ce montant de 5 397 \$ a été présenté en réduction de la charge financière.

La charge d'intérêts liée aux emprunts bancaires de Cominar et de Canmarc a été éliminée pour la période du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010 puisque ceux-ci sont présumés avoir été remboursés et refinancés au 25 mai 2010, comme il est mentionné aux notes 2a) et 2c), respectivement.

b) Regroupement d'entreprises

Le compte de résultat pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 tient compte de l'Acquisition comme si elle avait eu lieu le 25 mai 2010. Des ajustements ont été effectués afin d'éliminer le profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses et les coûts de transaction comptabilisés par Canmarc se rapportant au regroupement d'entreprises du 25 mai 2010, lequel a donné lieu à la création de Canmarc.

c) Parts de société en commandite de catégorie B

Au 30 septembre 2011, toutes les parts de société en commandite de catégorie B émises par une filiale de Canmarc ont été échangées contre des parts de Canmarc. L'ajustement a pour effet d'éliminer les frais liés aux distributions et à l'ajustement de la juste valeur des parts de société en commandite de catégorie B.

Fonds de placement immobilier Cominar
Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma
(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

d) Reclassements

Certains postes de Canmarc ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des postes de Cominar.

5 Parts pro forma en circulation et résultat net pro forma par part de Cominar

Le nombre moyen de parts utilisé dans le calcul du résultat net de base et dilué pro forma a été établi comme suit :

(en milliers de parts)	De base		Dilué	
	2011 (9 mois)	2010 (12 mois)	2011 (9 mois)	2010 (12 mois)
Nombre moyen pondéré de parts de Cominar émises et en circulation	63 367	60 055	63 755	60 401
Parts émises dans le cadre de l'appel public à l'épargne du 20 octobre 2011	5 207	3 153 ¹⁾	5 207	3 153 ¹⁾
Parts émises dans le cadre de l'appel public à l'épargne du 22 décembre 2011	6 594	3 993 ²⁾	6 594	3 993 ²⁾
Parts émises pour l'Acquisition	16 000	9 688 ³⁾	16 000	9 688 ³⁾
Parts émises aux termes de la convention de prise ferme du 14 février 2012	7 973	4 827 ⁴⁾	7 973	4 827 ⁴⁾
Nombre moyen pondéré pro forma de parts en circulation de Cominar	99 141	81 716	99 529	82 062
Résultat net pro forma	120 431 \$	130 122 \$	120 431 \$	130 122 \$
Résultat net pro forma par part	1,21 \$	1,59 \$	1,21 \$	1,59 \$

¹⁾ Dans l'hypothèse d'une émission de 5 207 000 parts de Cominar le 25 mai 2010 provenant de l'appel public à l'épargne du 20 octobre 2011 (note 2 a)).

²⁾ Dans l'hypothèse d'une émission de 6 594 000 parts de Cominar le 25 mai 2010 provenant de l'appel public à l'épargne du 22 décembre 2011 (note 2 a)).

³⁾ Dans l'hypothèse d'une émission de 16 000 000 de parts de Cominar le 25 mai 2010 pour l'Acquisition (note 2 c)).

⁴⁾ Dans l'hypothèse d'une émission de 7 973 000 de parts de Cominar le 25 mai 2010 aux termes de la convention de prise ferme du 14 février 2012 l'Acquisition (note 2 d)).

Fonds de placement immobilier Cominar

Notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma
(non audité, en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

6 Données tirées du compte de résultat de Canmarc conformément aux IFRS pour la période du 25 mai 2010 au 31 décembre 2010

	PCGR du Canada \$	Ajustements IFRS \$	IFRS \$
Produits opérationnels			
Produits tirés des immeubles de placement	92 759	-	92 759
Charges opérationnelles	(44 523)	-	(44 523)
Résultat opérationnel net	48 236	-	48 236
Charge financière	(19 751)	-	(19 751)
Frais d'administration du Fonds	(4 299)	-	(4 299)
Distributions – placement à long terme	943	-	943
Autres produits	1 078	-	1 078
Charge de rémunération fondée sur des parts	(160)	-	(160)
Dotation aux amortissements	(9 717)	8 761	(956)
Regroupement d'entreprises, profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses	-	141 043	141 043
Coûts du regroupement d'entreprises	-	(4 957)	(4 957)
Ajustement de juste valeur des immeubles de placement	-	(4 064)	(4 064)
Ajustement de juste valeur et charges liées aux distributions – Parts de société en commandite de catégorie B	-	(4 536)	(4 536)
Résultat avant la participation ne donnant pas le contrôle	16 330	136 247	152 577
Participation ne donnant pas le contrôle	(1 218)	1 218	-
Résultat net	15 112	137 465	152 577

ATTESTATION DU FPI

Le 21 février 2012

Le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de chaque province du Canada.

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR

(signé) MICHEL DALLAIRE
Président et chef de la direction

(signé) MICHEL BERTHELOT
Vice-président directeur
et chef des opérations financières

Au nom des fiduciaires

(signé) PIERRE GINGRAS
Fiduciaire

(signé) GÉRARD COULOMBE
Fiduciaire

ATTESTATION DES PRENEURS FERMES

Le 21 février 2012

À notre connaissance, le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de chaque province du Canada.

FINANCIÈRE BANQUE
NATIONALE INC.

BMO NESBITT BURNS INC.

Par : (signé) Louis Gendron

Par : (signé) Grégoire Baillargeon

VALEURS MOBILIÈRES
DESJARDINS INC.

Par : (signé) Mathieu Cardinal

MARCHÉS MONDIAUX CIBC INC.

SCOTIA CAPITAUX INC.

Par : (signé) Mark G. Johnson

Par : (signé) Stephen Sender

RBC DOMINION
VALEURS MOBILIÈRES INC.

VALEURS MOBILIÈRES TD INC.

Par : (signé) Jean-Charles Angers

Par : (signé) Louis G. Véronneau

CORPORATION
CANACCORD GENUITY

VALEURS MOBILIÈRES
DUNDEE LTÉE

MARCHÉS FINANCIERS MACQUARIE
CANADA LTÉE

Par : (signé) Justin Bosa

Par : (signé) Onorio Lucchese

Par : (signé) John Bartkiw